

**PROPOSITION COMMERCIALE**  
**MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE**  
**& DE COORDINATION SPS**  
**PASS CONFIANCE LOGEMENTS NEUFS**

**Emprise foncière du GRETA**  
**Rue de l'Ancien Champ de Foire à NIORT**



**Construction d'1 immeuble R+2 de 25 logements & de 17 maisons**  
**Rue de l'Ancien Champ de Foire (ancien GRETA)**  
**79000 NIORT**

**ST PIERRE IMMOBILIER**



**AGENCE CONSTRUCTION & IMMOBILIER NIORT**

18 rue Alsace Lorraine

493 Avenue de Paris

79000 NIORT

Contact : [Pierre ROSIER](#)

79000 NIORT

Contact : [Patrick SALGUES](#)

# Sommaire

1	<u>SYNTHÈSE DE NOTRE OFFRE</u>	3
2	<u>VOTRE PROJET</u> Ses principales caractéristiques	5
3	<u>LA MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE</u> Les missions retenues Les prestations proposées L'équipe La méthodologie Les délais Les honoraires	6
4	<u>LA MISSION DE COORDINATION SPS</u> La mission de coordination SPS	11
5	<u>LES ESSAIS</u> Les essais acoustiques Les essais de perméabilité à l'air ou d'infiltrométrie de l'enveloppe du bâtiment	14
6	<u>LES ATTESTATIONS</u> L'attestation acoustique L'attestation accessibilité handicapés L'attestation thermique RT2012 Le diagnostic de performance énergétique : DPE	17
7	<b>ANNEXES :</b>  Organigramme de l'équipe Les temps d'intervention CT Conditions de paiement Conditions générales et spéciales CV des intervenants Références	20

## 1

# SYNTHÈSE DE NOTRE OFFRE


Nous vous remercions de nous consulter pour votre projet de Construction d'un immeuble R+2 de 25 logements et de 17 maisons rue du Champ de Foire (ancien site GRETA) à NIORT.

Nous vous proposons le **Pass Confiance** qui a pour objectif de vous fournir :

- **Les missions de contrôle technique** adaptées à votre projet
- **La mission de coordination SPS de catégorie 2**
- **Les attestations acoustique, thermique et accessibilité handicapés**, nécessaires en fin d'opération
- **Les résultats des essais acoustiques, d'étanchéité à l'air** indispensables à la rédaction des attestations.

En souscrivant à ce **Pass Confiance**, vous vous garantissez de **remplir l'exhaustivité de vos obligations techniques et réglementaires** avec des interventions calées aux moments opportuns grâce à notre parfaite connaissance de l'avancement de votre opération.

MISSIONS	HONORAIRES HT	
<b>Contrôle Technique</b>	24 120 €	Correspondant à un taux de 0.447% du montant HT des travaux
<b>Mission de Coordination SPS</b>	13 515 €	Correspondant à un taux de 0.1877 % du montant HT des travaux
<b>Essais</b> Acoustiques finaux	3 000 €	
<b>Essais</b> Perméabilité à l'air Enveloppe bâtiment – intermédiaires (3 essais)	650 €	
<b>Essais</b> Perméabilité à l'air Enveloppe bâtiment – finaux (6 essais)	1 950 €	
<b>Attestation</b> Acoustique	Compris avec les essais acoustiques	
<b>Attestation</b> Thermique	1 400 €	
<b>Attestation</b> Handicapés (logements + ERP)	700 €	
<b>Diagnostic de Performance Énergétique : DPE</b>	1 250 €	
<b>TOTAL</b>	<b>46 585 €</b>	

<p align="center"><b>Pour accord du Client</b></p> <p>Personne à contacter : .....</p> <p>N° SIRET de la société à facturer : .....</p> <p>Adresse de facturation : .....</p> <p>Date : .....</p> <p>Signature et cachet de l'entreprise :</p>	<p><b>Pour SOCOTEC CONSTRUCTION SAS</b> <i>Patrick SALGUES</i> Le directeur d'Agence Construction NIORT Signature : Le 23 juillet 2019</p> 
--	--

## 2 VOTRE PROJET

### ➤ Ses principales caractéristiques

Construction d'un immeuble R+2 de 25 logements et de 17 maisons rue de l'Ancien Champ de Foire à NIORT

- Date prévisionnelle de démarrage des travaux : non communiquée
- Durée prévisionnelle des travaux : **24 mois**
- Montant prévisionnel des travaux : **6 000 000 € HT**

# 3 LA MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE



**OBJECTIF :** Prévenir les aléas techniques lors de la conception et la réalisation de l'opération afin d'assurer la solidité de l'ouvrage, la sécurité des personnes et le confort des occupants.

## Les missions de contrôle technique

Au vu de vos attentes et des caractéristiques de votre projet, les missions de contrôle technique proposées sont les suivantes :

- Mission LP, relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipements dissociables et indissociables
- Mission PS, relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- Mission SH, relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation
- Mission TH, relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie
- Mission PHh, relative à l'isolation acoustique des bâtiments d'habitation
- Mission HAND, relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
- Mission Brd, relative au transport des brancards dans les constructions
- Mission PV, relative au récolement des procès-verbaux



## Les prestations proposées

Nous vous proposons de réaliser les prestations suivantes par phase, adaptées à vos attentes et aux caractéristiques de votre projet :

### En phase Conception

Les actes obligatoires	Le + SOCOTEC
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Examen de l'étude géotechnique</li> <li>- Rédaction de l'attestation PS</li> <li>- Examen du DCE</li> <li>- RICT (Rapport Initial de Contrôle technique) sur DCE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réunions en phase amont</li> <li>- Examen du dossier APS et rédaction d'un rapport préalable</li> <li>- Examen du dossier APD et rédaction d'un rapport préalable</li> <li>- Synthèse des avis au stade du RICT</li> </ul>

## En phase Documents d'Exécution

Les actes obligatoires	Le + SOCOTEC
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Examen de documents relatifs :               <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux infrastructures</li> <li>- aux superstructures</li> <li>- au clos et couvert</li> <li>- aux équipements indissociables</li> <li>- aux installations électriques</li> <li>- au génie climatique</li> <li>- à la sécurité incendie</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Synthèse mensuelle des avis</li> <li>- Consultation de la Direction Technique pour ouvrage complexe</li> </ul>

## En phase Travaux (suivi d'Exécution)

Les actes obligatoires	Le + SOCOTEC
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Présence à des RDV de chantier</li> <li>- Visites hors RDV de chantier</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Présentation de nos avis suspendus et défavorables en réunion de démarrage</li> <li>- Synthèse mensuelle des avis</li> <li>- <b>Fréquence des réunions : 1 réunion toutes les 3 semaines</b></li> <li>- <b>Fréquence des visites inopinées : 1 visite par mois</b></li> </ul>

## En phase Réception

Les actes obligatoires	Le + SOCOTEC
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Remise du Rapport Final de Contrôle Technique</li> <li>- Examen des dispositions réalisées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Synthèse finale des avis adressés un mois avant la réception</li> </ul>



## L'équipe

La mission est placée sous la responsabilité d'un ingénieur généraliste dénommé « Chef de projet » de l'opération. Le Chef de projet est votre interlocuteur unique.

Il est suppléé afin de garantir la continuité de la mission en toute circonstance.

Il peut également solliciter les référents techniques nationaux de notre direction technique groupe sur des points particuliers.

Il planifie l'ensemble des interventions liées à la mission de contrôle technique et aux missions réglementaires contenues dans le Pass Confiance.

Pour votre opération, le chef de projet est : **Patrick SALGUES Directeur d'Agence**

Suppléants : **Ludovic GOUZY** – Ingénieur confirmé

Le chef de projet sera accompagné de son équipe, à savoir :

- Spécialiste Thermicien/Energéticien : **Thierry DELABOISSIERE**
- Spécialiste Electricien : **Julien JABEAU**
- Spécialiste sols et fondations , Spécialiste structures / parasismique, Spécialiste Sécurité incendie-accessibilité handicapés, acoustique et Spécialiste Clos/couvert-partition **de la Direction Technique de SOCOTEC**

**L'ensemble de l'Equipe projet dispose de solides références en bâtiments d'Habitation ( Cf CV en pièces jointes )**

Les principales fonctions du **Chef de projet** sont les suivantes :

- assurer la gestion du contact avec le Maître d'ouvrage et son mandataire, la maîtrise d'œuvre, les entreprises etc...
- animer et fédérer l'ensemble des intervenants du groupe SOCOTEC,
- assurer du respect des obligations contractuelles par intervenant du groupe (délai d'envoi des documents, fréquences des visites...),
- assurer du suivi de nos démarches qualité, en combinaison avec le directeur d'agence,
- suivre le planning,
- traiter les questions relatives aux besoins et ressources techniques et matérielles,
- organiser les réunions mensuelles ou bimensuelles avec le Maître d'Ouvrage et de son assistant, mais aussi avec les maîtrises d'œuvres, les entreprises, les administrations...,
- participer aux réunions suivant ordre du jour,
- superviser les méthodes et assurer la cohérence du projet,
- suivre la gestion et la diffusion des documents,
- traiter les dysfonctionnements.





## La méthodologie

L'ensemble de nos prestations est réalisé au moyen de notre outil informatique Rapsotec, véritable mémoire du chantier et support pour tous les intervenants.

### Une diffusion par courriel

Rapsotec permet une communication directe de l'ensemble des avis émis par SOCOTEC par courriel.

### Des éléments toujours à jour

A chaque nouvelle édition, vous recevez instantanément vos rapports modifiés par courriel. Ces éléments sont numérotés et incrémentés spécifiquement pour votre opération.

### Une lecture facilitée

Grâce à la liste récapitulative, vous avez une vision exhaustive des observations en cours non suivies d'effet. Leur classement par livrable facilite la consultation des observations pour le Maître d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

### Des informations hiérarchisées

Les observations regroupées dans les liste récapitulatives sont hiérarchisées en fonction de leur degré d'importance : suspendu et défavorable.

### Une traçabilité totale de nos avis

Grâce à l'intégration de l'ensemble des éléments du projet dans Rapsotec, tous les avis émis par nos ingénieurs bénéficient d'une traçabilité totale : justification des levées de réserves, points sur les documents non reçus et intégration de tous les documents entrants dont les courriels.

**Le + Socotec** : Des avis clairs, précis et intelligibles



## Les délais

PRESTATIONS SOCOTEC	DELAI EN JOURS/FREQUENCE
Avis sur document de conception	8
Élaboration du RICT sur PRO/DCE	15
Avis sur documents d'exécution	8
Fiches de visite de chantier	2
Liste récapitulative des avis	Mensuelle
Synthèse finale	30 avant réception
RFCT	10 avant réception

Ces délais peuvent bien évidemment être réduits si le contexte du projet le nécessite.

## Les honoraires

Les honoraires pour assurer la mission de contrôle technique telle que définie ci avant s'élèvent à :

- Mission de Contrôle Technique : **24 120 € H.T.**, correspondant à un taux de 0.335 % du montant des travaux TTC

Vous trouverez le tableau de décomposition des temps en Annexes.

Le mois supplémentaire de chantier pourra donner lieu à une facturation de 800,00 € H.T./mois

*Rappel du principal référentiel réglementaire :*

- *Loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction*
- *Norme NFP 03-100 de septembre 1995 de contrôle technique*

## 4 LA MISSION DE COORDINATION SPS

### ➤ La mission de coordination SPS

**OBJECTIF :** *Prévenir les risques d'accidents liés à la coactivité d'entreprises.  
Anticiper les risques pendant l'étude du projet et assurer le suivi des mesures de coordination pendant l'exécution du projet*

Au vu des caractéristiques de l'opération, la catégorie de l'opération est : 2

### Les prestations

Phase conception
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ouverture du Registre Journal</li> <li>- 2 Réunions préparatoires</li> <li>- Elaboration d'un PGC et DIUO</li> </ul>
Phase Réalisation
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inspections communes avec chaque entreprise</li> <li>- Examen et harmonisation PPSPS</li> <li>- Participation aux réunions de chantier 1 par mois</li> <li>- Visites de chantier 1 par mois plus si besoin</li> <li>- Finalisation et remise DIUO</li> </ul>

## L'équipe

Votre coordonnateur SPS niveau 1 est **Frédéric PROUX**

Son suppléant niveau 1 est **Mickaël MESNIER**



<b>Frédéric PROUX</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coordonnateur SPS titulaire Niveau 1</li> <li>• Agence Construction Niort</li> </ul>
<b>Mickaël MESNIER</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coordonnateur SPS suppléant Niveau 1</li> <li>• Agence Construction Niort</li> </ul>
<b>Frédéric SUREAU</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coordonnateur SPS niveau 1</li> <li>• Référent Technique Régional</li> </ul>
<b>Didier LOTY</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Direction Développement Prévention</li> <li>• Référent Technique SPS National</li> </ul>

## méthodologie

Nos coordonnateurs utilisent un outil d'élaboration des documents, de suivi et de communication : RapsoSPS.

L'outil RapsoSPS permet à tous les stades d'une mission de coordination SPS d'élaborer tous les documents du ressort du coordonnateur et de communiquer avec tous les interlocuteurs d'une opération de BTP. La diffusion des documents est réalisée en temps réel et via une plateforme internet dédiée et sécurisée, les destinataires peuvent répondre ou commenter les documents.

De la phase conception à la livraison d'un ouvrage, RapsoSPS répond aux exigences réglementaires et permet de diffuser, gérer et suivre en temps réel l'avancement de la mission de coordination SPS.

Chaque coordonnateur dispose d'une tablette tactile pour ses interventions sur le terrain couplée à un ordinateur PC qui assure le « back-office ».

## Les avantages de RAPSOSPS

- Des documents à tous les stades présentés sous une forme lisible, exploitable et synthétique.
- Le suivi et la traçabilité des interventions du coordonnateur SPS, la numérotation des documents émis sur une affaire en une série continue comme le veut la réglementation en matière de Registre-Journal de la Coordination.
- La diffusion automatique par mail de chaque document à l'ensemble des acteurs concernés : Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre, entreprises. Le Maître de l'Ouvrage reçoit de plus le PGCSPS et le DIUO sous format papier.
- La possibilité pour le Maître d'Ouvrage, et à sa demande, d'accéder à un site sécurisé lui permettant de consulter l'ensemble des documents émis sur son affaire (Chaque document diffusé est automatiquement enregistré en format non modifiable dans l'application).

\*\*

## Les délais

PRINCIPALES PRESTATIONS MISSION KDAA/KDAB/KDAC	DELAÏ EN JOURS
Examen document de conception	10
Elaboration DIUO et PGC	15
Examen PPSPS	5
Elaboration RJ	Immédiat lors de la visite
Mise à jour DIUO en fin d'opération	15

## Les honoraires

Nos honoraires sont établis conformément à la Norme 99-600 de juillet 2016 « Bonnes pratiques de consultation et d'évaluation des offres des coordonnateurs SPS à l'attention des Maîtres d'Ouvrage ».

PHASE	MONTANT DES HONORAIRES EN € HT
CONCEPTION	2 219 €
RÉALISATION	11 296 €
<b>TOTAL</b>	<b>13 515 €</b>

Le mois supplémentaire de travaux pourra donner lieu à une facturation de 700 € HT/mois

*Rappel du principal référentiel réglementaire :*

- *Loi 93-1418 du 31 décembre 1993*
- *Décret 94-1159 du 26 décembre 1994*
- *Norme 99-600 de juillet 2016 « Bonnes pratiques de consultation et d'évaluation des offres des coordonnateurs SPS à l'attention des Maîtres d'Ouvrage ».*

# 5 LES ESSAIS

Certaines attestations nécessitent la réalisation d'essais au préalable, afin de confirmer l'obtention des objectifs recherchés.

## ➤ Les essais acoustiques

PRESTATIONS SOCOTEC MISSION HLCA - ESSAIS FINAUX	MONTANT DES HONORAIRES EN € HT
Acheminement du matériel Réalisation des essais acoustiques finaux adaptés à votre projet au cours d'une campagne de mesures Rédaction du rapport correspondant Nombre d'essais finaux prévus selon référentiel réglementaire	3 000 €

*Rappel du principal référentiel réglementaire :*

- Décret n° 2011-604 du 30 mai 2011 relatif à l'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique à établir à l'achèvement des travaux de bâtiments d'habitation neufs
- Arrêté du 27 novembre 2012 relatif à l'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique applicable en France métropolitaine aux bâtiments d'habitation neufs
- Arrêté du 30 juin 1999 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation
- Guide d'accompagnement ministériel Comprendre et gérer l'attestation acoustique de Janvier 2014
- Guide de mesures acoustiques de la DGALN (août 2014)

*Rappel du nombre d'essais requis réglementairement en fin de chantier :*

NATURE DE L'OPÉRATION	NBRE DE LOGEMENTS : N	NBRE DE MESURES REQUISES
Ind. /coll.	N<10	0
Maisons individuelles	10<N<30	6 à 9
Maisons individuelles	N>30	13 à 16
Logements collectifs	10<N<30	10 à 17
<b>Logements collectifs</b>	<b>N&gt;30</b>	<b>21 à 27</b>



## Les essais de perméabilité à l'air ou d'infiltrométrie de l'enveloppe du bâtiment

PRESTATIONS SOCOTEC MISSION MKAA - ESSAIS INTERMÉDIAIRES	MONTANT DES HONORAIRES EN € HT
Réalisation des essais intermédiaires Acheminement du matériel, colmatage des ouvertures du logement (entrées d'air, bouches d'extraction...) Recherche des fuites d'air parasites Rédaction du rapport intermédiaire Nombre d'essais intermédiaires prévus pour votre opération = 2	650 €
PRESTATIONS SOCOTEC MISSION MKAA - ESSAIS FINAUX	MONTANT DES HONORAIRES EN € HT
Réalisation des essais finaux (méthode 3) Acheminement du matériel, colmatage des ouvertures du logement (entrées d'air, bouches d'extraction...) Recherche des fuites d'air parasites Rédaction du rapport final Nombre d'essais finaux prévus pour votre opération = 6	1 950 €

### Rappel du principal référentiel réglementaire :

- Arrêté du 25 juillet 2016 mettant à jour la référence normative pour la mesure de la perméabilité à l'air du bâtiment dans le cadre de la réglementation thermique 2012
- Norme NF EN ISO 9972 « Performance thermique des bâtiments — Détermination de la perméabilité à l'air des bâtiments — Méthode de pressurisation par ventilateur » d'octobre 2015.
- Le guide d'application FD P 50-784 « Performance thermique des bâtiments - Guide d'application de la norme NF EN ISO 9972 » de juillet 2016

Ces essais sont réalisés par un opérateur certifié QUALIBAT 8711.

### Rappel du nombre d'essais à réaliser pour des maisons individuelles

NOMBRE DE LOGEMENTS : N	NOMBRE DE MESURES REQUISES
N=1	1
N=2 <sup>(1)</sup>	2
3 ≤ N ≤ 30 <sup>(1)</sup>	3
N > 30 <sup>(1)</sup>	N/10 arrondi à l'unité supérieure

**Rappel du nombre d'essais à réaliser pour des logements collectifs :**

NOMBRE DE LOGEMENTS : N	NOMBRE DE MESURES REQUISES
SRT bâtiment $\leq 500 \text{ m}^2$	Mesure sur l'ensemble
SRT bâtiment $> 500 \text{ m}^2$ et $N \leq 30$	3/bâtiment <sup>(2)</sup>
<b>SRT bâtiment <math>&gt; 500 \text{ m}^2</math> et <math>N &gt; 30</math></b>	<b>6/bâtiment <sup>(2)</sup></b>

(1) : par permis de construire, tranche et objectif de Q4 recherché

(2) : bâtiment au sens de l'étude thermique



## 6 LES ATTESTATIONS

Au-delà de leur caractère obligatoire, ces attestations :

- sont à joindre à la Déclaration d'Achèvement de Travaux en mairie (à annexer au CERFA 13 408\_02)
- peuvent également vous être demandées lors des Contrôles du respect des Règles de la Construction (CRC) exercés par l'administration jusqu'à 3 ans après la livraison de l'opération (selon article L 151-1 du Code de la Construction).

Elles sont indépendantes des missions de contrôle technique :

- PHh relative à l'isolation acoustique
- THh relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie
- HAND relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées.
- 

**Nota : Nous sommes partis sur l'hypothèse de 2 permis de construire**

### ➤ L'attestation acoustique

PRESTATIONS SOCOTEC MISSION HLCA	MONTANT DES HONORAIRES EN € HT
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Récolement et analyse des documents suivants : rapport de constats de la prise en compte de la réglementation acoustique en phases études et chantier <sup>(1)</sup> et rapport d'essais acoustiques <sup>(1)</sup></li> <li>- Rédaction de l'attestation acoustique</li> </ul>	Compris avec la campagne de mesures

(1) L'absence de tout ou partie de ces documents, indépendamment des caractéristiques de l'opération, ne nous permet pas d'établir une attestation acoustique sans observation.

*Rappel du principal référentiel réglementaire :*

- *Décret n° 2011-604 du 30 mai 2011 relatif à l'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique à établir à l'achèvement des travaux de bâtiments d'habitation neufs*
- *Arrêté du 27 novembre 2012 relatif à l'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique applicable en France métropolitaine aux bâtiments d'habitation neufs*
- *Guide d'accompagnement ministériel Comprendre et gérer l'attestation acoustique de Janvier 2014*

## L'attestation accessibilité handicapés

PRESTATIONS SOCOTEC MISSION HCDA	MONTANT DES HONORAIRES EN € HT
- Visite de l'intégralité du bâtiment et de ses abords avant réception - Relevés et mesures exhaustifs visant à statuer sur la conformité aux dispositions de l'arrêté du 24 décembre 2015 - Rédaction de l'attestation finale d'accessibilité handicapés	700 €

Rappel du principal référentiel réglementaire :

- Décret n°2015-1770 du 24 décembre 2015 modifiant le CCH
- Arrêté du 24 décembre 2015 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, modifié par l'arrêté du 23 mars 2016 (PC déposés postérieurement au 1<sup>er</sup> avril 2016)
- Arrêté du 22 mars 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-21 (modifie R. 111-12-27) et R. 111-19-24 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'attestation constatant que les travaux sur certains bâtiments respectent les règles d'accessibilité aux personnes handicapées

## L'attestation thermique RT2012

PRESTATIONS SOCOTEC MISSION HKCH	MONTANT DES HONORAIRES EN€HT
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Récolement et analyse des documents suivants : étude thermique (récapitulatif standardisé au format XML et PDF), rapport final des essais de perméabilité à l'air du bâtiment, document justificatif de la pose des isolants</li> <li>- Visite du site avant livraison et contrôle des équipements</li> <li>- Rédaction de l'attestation finale sur le site internet dédié du ministère</li> </ul>	1 400 €

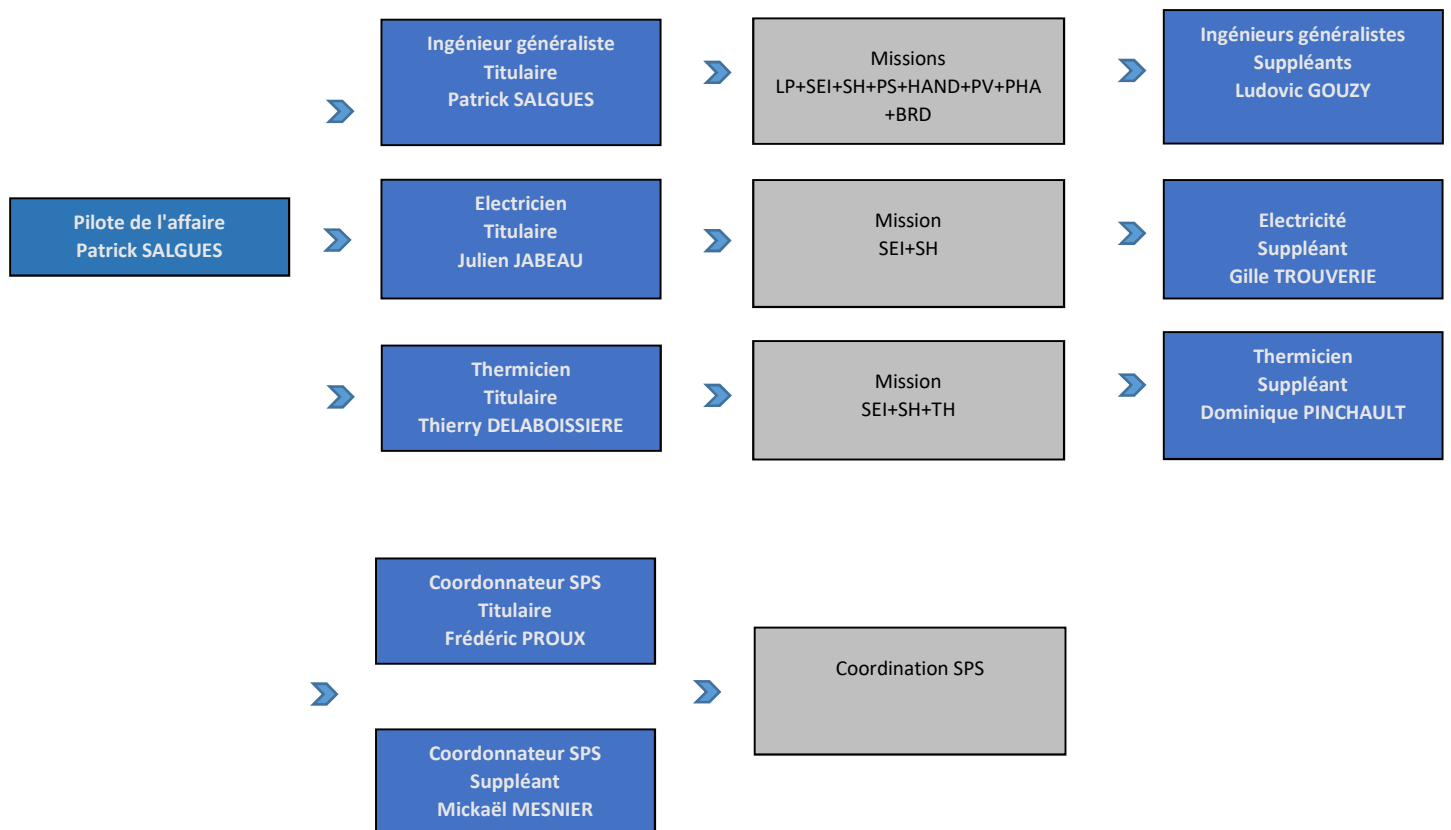
*Rappel du principal référentiel réglementaire :*

*L'arrêté du 11 octobre 2011 relatif aux attestations de prise en compte de la réglementation thermique et de réalisation d'une étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs ou les parties nouvelles de bâtiments.*

## Le diagnostic de performance énergétique : DPE

PRESTATIONS MISSION HKCH	MONTANT DES HONORAIRES EN€HT
Récolement : - des plans du projet - de la synthèse de l'étude thermique RT 2012 en fichier XML et PDF Visite du site Elaboration d'un DPE Neuf pour le bâtiment	1 250 €

## 7 ANNEXES : Organigramme de l'équipe



# Les temps d'intervention CT & SPS

## Contrôle Technique

NIORT - Construction de 17 logements individuels + 1 immeuble de 25 appartements				
DECOMPOSITION PREVISIONNELLE DU TEMPS PASSE				
PROPOSITION	Missions de Contrôle Technique : LP + PS + SH + TH + PHH + HAND + BRD + PV			
Maître d'Ouvrage :	Aux bons soins de ST PIERRE IMMOBILIER			
Montant des travaux HT :	6 000 000 €			
Durée phase réalisation :	24 mois			
PHASE DE MISSION EN TEMPS PREVISIONNEL D'INTERVENTION (HEURES)	INGENIEUR SPECIALISE	INGENIEUR	TECHNICIEN	TOTAL
<b>1 Conception</b> Rédaction du rapport préalable phase APS/APD puis rapport initial phase DCE	0	60	20	80
<b>2 Documentation - Execution</b> Examen des plans d'exécution	8	80	16	104
<b>3 Chantier</b> Visites / Réunion de chantier prévues : 36 visites	0	80	10	90
<b>4 Vérifications finales</b> Rédaction du RFCT avec synthèse préalable et recollement des PV	0	16	12	28
<b>5 Période de garantie</b>		12	0	12
<b>6 Total</b>	8	248	58	314
<b>Honoraires SOCOTEC (Hors taxes)</b>				<b>24 120 €</b>

## Coordination SPS

Mt Travaux HT:	6 000 000,00 €		CATEGORIE	2
Début travaux :	nc			
Durée conception	4	Mois	Nb Entreprises :	22
Durée Réalisation :	24	Mois		

MISSIONS DU COORDONNATEUR SPS	Nb ou Fréquence	TOTAL (heures)	COUT € H.T.
<b>I - PHASE CONCEPTION</b>			
Ouverture du Registre journal	1	2,00	91,00 €
Inspection du site	0	0,00	0,00 €
Inspection commune avec le chef d'établissement	0	0,00	0,00 €
Analyse documentaire (APS/APD, rapports de diagnostics),	0	0,00	0,00 €
Réunions préparatoires (maîtrise d'ouvrage/maîtrise d'œuvre),	2	10,00	484,00 €
Elaboration d'un PGC et DIUO	1	17,00	846,00 €
Aide à l'élaboration de la déclaration préalable	0	0,00	0,00 €
Mise à jours PGC-DIUO	0	0,00	69,00 €
Projet de règlement CISSCT	0	0,00	0,00 €
Assistance Maître d'ouvrage sur Appel d'offres	0	0,00	605,00 €
Réunion MOA/MOA concertation	0	0,00	0,00 €
Passation de consignes	0	0,00	0,00 €
Déplacement	F	2,00	124,00 €
<b>Total phase conception</b>		<b>31,00</b>	<b>2 219,00 €</b>
<b>II - PHASE PREPARATION</b>			
Inspections communes avec chaque entreprise	22	14,00	682,00 €
inspection préalable avec le chef de l'établissement en activité (le cas échéant),	0	0,00	0,00 €
Examen et harmonisation PPSPS	22	16,00	818,00 €
<b>III - PHASE REALISATION</b>		0,00	
Participation aux réunions de chantier	24	119,00	5 952,00 €
Visites de chantier	24	45,00	2 232,00 €
Gestion administrative du CISSCT (présidence et secrétariat),	0	0,00	0,00 €
Réunions de coordination	0	0,00	0,00 €
Finalisation et remise du DIUO	1	2,00	124,00 €
Passation de consignes	0	0,00	0,00 €
Bilan de mission	0	0,00	0,00 €
Déplacement	F	30,00	1 488,00 €
<b>Total phases préparation et réalisation</b>		<b>226,00</b>	<b>11 296,00 €</b>
<b>Total Heures</b>		<b>257,00</b>	
<b>TOTAL HT</b>			<b>13 515,00 €</b>
TVA	20%		<b>2 703,00 €</b>
<b>TOTAL TTC</b>			<b>16 218,00 €</b>

# Conditions de paiement

Nos conditions de paiement font l'objet de l'échéancier suivant :

## MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE Attestations et essais

Article - Mission	Commentaire échéancier	PU HT	% Répartition
Contrôle technique	Honoraires dus à la signature	1 201,00	4,98 %
	Honoraires dus à la remise du Rapport Préalable	1 206,00	5,00 %
	Honoraires dus à la remise du RICT	3 618,00	20,00 %
	Honoraires dus au démarrage des travaux (M0)	1 095,00	4,54 %
Echéance travaux tous les deux mois	Honoraires dus pour la 1ère échéance de travaux	2 086,00	8,65 %
	Honoraires dus pour la 2ème échéance de travaux	1 947,00	8,07 %
	Honoraires dus pour la 3ème échéance de travaux	1 804,00	7,48 %
	Honoraires dus pour la 4ème échéance de travaux	1 667,00	6,91 %
	Honoraires dus pour la 5ème échéance de travaux	1 524,00	6,32 %
	Honoraires dus pour la 6ème échéance de travaux	1 387,00	5,75 %
	Honoraires dus pour la 7ème échéance de travaux	1 245,00	5,16 %
	Honoraires dus pour la 8ème échéance de travaux	1 107,00	4,59 %
	Honoraires dus pour la 9ème échéance de travaux	965,00	4,00 %
	Honoraires dus pour la 10ème échéance de travaux	824,00	3,42 %
	Honoraires dus pour la 11ème échéance de travaux	688,00	2,85 %

Article - Mission	Commentaire échancier	PU HT	% Répartition
	Honoraires dus pour la 12ème échéance de travaux	545,00	2,26 %
	Honoraires dus à la remise du RFCT	1 211,00	5,02 %
Attestation de fin de travaux du constat de l'accessibilité des handicapés		700,00	100,00 %
Diagnostic de Performance Energétique		1 250,00	100,00 %
Attestation de la prise en compte de la réglementation acoustique des bâtiments d'habitation et essais finaux		3 000,00	100,00 %
Attestation de prise en compte de la réglementation 2012		1 400,00	100,00 %
Mesures perméabilité à l'air enveloppe bâtiments ESSAIS INTERMEDIAIRES		650,00	100,00 %
Mesures perméabilité à l'air enveloppe bâtiments		1 950,00	100,00 %



MISSION DE COORDINATION SPS

Article - Mission	Commentaire échancier	PU HT	% Répartition
Coordination SPS - Niveau 2	Honoraires dus à la signature	671,00	4,96 %
	Honoraires dus à la remise du PGC	2 703,00	20,00 %
	Honoraires dus au démarrage des travaux (M0)	551,00	4,08 %
Echéance travaux tous les deux mois	Honoraires dus pour la 1ère échéance de travaux	1 058,00	7,83 %
	Honoraires dus pour la 2ème échéance de travaux	998,00	7,38 %
	Honoraires dus pour la 3ème échéance de travaux	938,00	6,94 %
	Honoraires dus pour la 4ème échéance de travaux	877,00	6,49 %
	Honoraires dus pour la 5ème échéance de travaux	819,00	6,06 %
	Honoraires dus pour la 6ème échéance de travaux	757,00	5,60 %
	Honoraires dus pour la 7ème échéance de travaux	698,00	5,16 %
	Honoraires dus pour la 8ème échéance de travaux	638,00	4,72 %
	Honoraires dus pour la 9ème échéance de travaux	577,00	4,27 %
	Honoraires dus pour la 10ème échéance de travaux	518,00	3,83 %
	Honoraires dus pour la 11ème échéance de travaux	458,00	3,39 %
	Honoraires dus pour la 12ème échéance de travaux	399,00	2,95 %
	Honoraires dus à la remise du DIUO	855,00	6,34 %

**La présente proposition, dont la validité est de 3 mois, constituera le contrat après signature en page 4.**

Les pièces contractuelles qui constituent cette commande sont par ordre de priorité décroissante :

- Les conditions Générales et Spéciales
- La norme NFP 03-100

**Modalités de règlement :**

Nos honoraires seront révisables par application de la formule de révision  $0.15 + 0.85 I_m/I_o$  ( $I_m$  étant l'indice Ingénierie du mois de facturation et  $I_o$  l'indice du mois de commande).

Les honoraires et frais majorés du montant de la TVA 20 %, seront réglés et versés suivant les échéanciers proposés ci-dessus.

Ces paiements seront faits comptants à SOCOTEC Construction par chèque ou virement bancaire (au profit du compte suivant RIB indiqué sur nos factures)

## Conditions générales et spéciales

## CONTRÔLE TECHNIQUE

### PRÉAMBULE - OBJET DES PRÉSENTES CONDITIONS GÉNÉRALES

Les présentes conditions générales sont applicables aux missions de contrôle technique visées à l'article L.111-23 du code de la construction et de l'habitation.

Elles définissent les modalités générales d'intervention applicables à l'ensemble des missions de contrôle technique.

Elles ne font pas obstacle à l'application, à la demande du client, de dispositions contractuelles spécifiques.

### ARTICLE 1 - PRINCIPES GÉNÉRAUX D'INTERVENTION

L'intervention de SOCOTEC CONSTRUCTION s'exerce conformément aux dispositions de la norme NF P 03-100 relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction, ainsi qu'aux dispositions complémentaires ou aux aménagements apportés par les présentes conditions générales et, le cas échéant, par les autres pièces constitutives du contrat.

### ARTICLE 2 - MISSION DE SOCOTEC CONSTRUCTION

**2.1** La nature de la mission de contrôle technique est fixée dans les conditions particulières du contrat. La classification et la codification des missions sont celles définies à l'article 5 de la norme NF P 03-100 et rappelées ci-après.

#### 2.1.1 Missions de base

Les missions de base peuvent être de deux natures :

- Mission L relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
- Mission S relative à la sécurité des personnes dans les constructions. La mission est dénommée SH lorsqu'elle porte sur des bâtiments d'habitation, STI lorsqu'elle porte sur des immeubles du secteur tertiaire ou sur des bâtiments industriels et SEI lorsqu'elle porte sur des établissements recevant du public (ERP) et des immeubles de grande hauteur (IGH).

#### 2.1.2 Missions complémentaires

Les missions complémentaires peuvent être de plusieurs natures :

- Mission PS relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séismes ;
- Mission RNT relative à la sécurité des personnes en cas de survenance de risques naturels exceptionnels ou de risques technologiques ;
- Mission P1 relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés ;
- Mission F relative au fonctionnement des installations ;
- Mission Ph relative à l'isolation acoustique. La mission Ph applicable aux bâtiments d'habitation est dénommée Phh. La mission Ph applicable aux bâtiments autres qu'à usage d'habitation est dénommée Pha ;
- Mission Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie ;
- Mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées ;
- Mission Brd relative au transport des brancards dans les constructions ;
- Mission LE relative à la solidité des existants ;
- Mission Av relative à la stabilité des ouvrages avoisinants ;
- Mission GTB relative à la gestion technique des bâtiments ;
- Missions ENV relatives à l'environnement ;
- Missions HYS relatives à l'hygiène et à la santé dans les constructions ; la mission est dénommée HYSh lorsqu'elle porte sur des bâtiments d'habitation, et HYSa lorsqu'elle concerne des bâtiments autres que d'habitation.
- Mission CO de coordination des missions de contrôles dans le cas où il est fait appel à plusieurs contrôleurs techniques.

Cette liste ne présente pas un caractère limitatif.

**2.2** Les seuls aléas techniques pris en compte par SOCOTEC CONSTRUCTION sont ceux visés par les missions retenues par le client et citées dans les conditions particulières du contrat. Ils concernent les constructions achevées.

La mission ne s'étend pas aux aléas ni aux ouvrages et éléments d'équipement relatifs au nettoyage, à l'entretien et à la maintenance des constructions.

**2.3** Indépendamment des missions de contrôle technique, SOCOTEC CONSTRUCTION peut exercer, à la demande du client, des missions d'inspection, d'assistance technique ou autres prestations de services intellectuels, telles que la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers, la détection des risques liés à la présence d'amiante et aux pollutions, le récolement des procès-verbaux des essais des équipements de l'ouvrage (prestation PV).

### ARTICLE 3 - MODALITES GENERALES D'INTERVENTION

**3.1** La réalisation des missions de contrôle technique intervient dans les conditions fixées par la norme NF P 03-100 et par les dispositions suivantes.

**3.2** Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le client s'engage à :

- informer tous les intervenants à la construction des dispositions qui les concernent dans le contrat de contrôle technique ;
- remettre ou faire remettre au contrôleur technique, sur support papier, tous documents utiles à l'exercice de sa mission ;
- signaler ou faire signaler à SOCOTEC CONSTRUCTION tous incidents ou circonstances susceptibles d'avoir une incidence sur l'exercice de sa mission et notamment lui communiquer les sujétions d'exploitation de l'ouvrage, telles celles relatives aux hypothèses de charges d'utilisation ou liées à la nature et aux caractéristiques des matériaux, matériels ou produits objet de l'exploitation ;
- prendre toutes dispositions nécessaires pour lever tout empêchement ou écarter toute difficulté qui ferait obstacle à la bonne exécution des missions retenues.

#### CONDITIONS GÉNÉRALES CG-SOC-CTC 4-15 (2/5)

**3.3** L'intervention de SOCOTEC CONSTRUCTION ne porte ni sur la sécurité et la santé des personnes pendant toute la durée des travaux ni sur la sécurité des matériels utilisés par les entreprises, tels que grues, engins de chantier, échafaudages. Les travaux préparatoires tels que : démolitions, terrassements, blindages, coffrages, étalements, échafaudages, levages, manutentions, ne relèvent pas de la mission de SOCOTEC CONSTRUCTION.

**3.4** SOCOTEC CONSTRUCTION ne procède pas aux vérifications de l'implantation ou des métrés des ouvrages et éléments d'ouvrage ni des cotes relatives à leur planimétrie, verticalité, horizontalité ou aux caractéristiques dimensionnelles afférentes à la conception architecturale et fonctionnelle de l'ouvrage.

**3.5** La mission de SOCOTEC CONSTRUCTION ne porte pas :

- dans le cas des opérations de rénovation ou de réhabilitation : sur les ouvrages et éléments d'équipement existant avant la réalisation des travaux et non modifiés par ceux-ci ni sur les parties de la construction non comprises dans le volume des travaux ;
- sur les aménagements réalisés à l'initiative ou sous la responsabilité des exploitants ou occupants, même s'ils sont entrepris avant l'ouverture de l'établissement ou l'occupation de locaux ;
- sur les biens meubles.

**3.6** Sur chantier, l'examen des ouvrages et éléments d'équipement est effectué sur les parties visibles et accessibles au moment de l'intervention de SOCOTEC CONSTRUCTION, qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif.

L'avis de SOCOTEC CONSTRUCTION porte sur l'état des ouvrages et éléments d'équipement tel qu'il se présente lors des opérations de contrôle. SOCOTEC CONSTRUCTION ne saurait, de ce fait, être engagée par les modifications ultérieures.

**3.7** SOCOTEC CONSTRUCTION n'est pas tenue de s'assurer de la véracité des constatations contenues dans les rapports ou les procès-verbaux qui lui sont remis.

Les fournitures (logiciels, appareils et ensembles installés en l'état) sont réputés capables des performances répertoriées dans les fiches techniques établies et fournies par les constructeurs.

La preuve des qualités des matériaux et éléments de construction ou celle de leur conformité aux règles qui leur sont applicables doit être apportée à SOCOTEC CONSTRUCTION soit par un marquage, soit par un certificat, soit par tout autre moyen admis par la réglementation.

**3.8** Les aménagements spécifiques des activités professionnelles visés à l'article 4.2.7 de la norme NF P 03-100 s'entendent notamment des équipements industriels mus mécaniquement ou manuellement, tels que machines, ponts-roulants, ponts-élévateurs, chaînes de convoyage, des équipements sportifs, des installations scéniques, manèges et attractions de loisirs ainsi que des éléments d'équipement, appareils et installations dont la destination est propre à l'activité exercée dans la construction.

**3.9** Il n'appartient pas au contrôleur technique de s'assurer que ses avis sont suivis d'effet et de prendre, ou de faire prendre, les mesures nécessaires pour la suppression des déficiences signalées.

**3.10** Le client autorise SOCOTEC CONSTRUCTION à répondre à toute demande d'information en provenance des assureurs, en vue de leur permettre de mieux apprécier les risques couverts par les polices ; il l'autorise également à adresser, le cas échéant, un exemplaire de ses correspondances et rapports directement aux intervenants intéressés.

**3.11** Il ne peut être fait état, vis-à-vis de tiers, des avis émis par SOCOTEC CONSTRUCTION que par publication ou communication "in extenso" ; il ne peut, non plus, être fait état, à titre publicitaire, de l'intervention de SOCOTEC CONSTRUCTION, sans l'accord préalable de celle-ci sur le principe et le libellé de ladite publicité.

**3.12** La mission de SOCOTEC CONSTRUCTION s'achève à la remise du rapport final.

SOCOTEC CONSTRUCTION n'est pas tenue de conserver les pièces techniques et documents qui lui sont communiqués à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Les correspondances, rapports de contrôle et, d'une manière générale, les documents établis par SOCOTEC CONSTRUCTION ne sont pas conservés au-delà d'un délai de 10 ans après l'achèvement de la mission.

**3.13** Les rapports et avis par lesquels le contrôleur technique rend compte de sa mission sont établis et adressés au maître d'ouvrage sur support papier.

Lorsque la convention le prévoit, l'envoi sur support papier peut être complété par un envoi sous forme numérisée. En cas de contradiction entre les deux documents, le document papier fait seul foi.

**3.14** La participation de SOCOTEC CONSTRUCTION à une plateforme collaborative destinée aux échanges documentaires au cours de l'opération est fonction de la capacité de ladite plateforme à répondre aux exigences spécifiques de la mission de contrôle technique.

Dans tous les cas, les coûts liés à cette participation feront l'objet d'une facturation complémentaire.

#### **ARTICLE 4 - AGREMENT MINISTERIEL**

SOCOTEC CONSTRUCTION déclare être titulaire de l'agrément ministériel, visé à l'article L.111-25 du code de la construction et de l'habitation, correspondant aux missions de contrôle technique qui lui sont confiées. Il s'engage à justifier de cet agrément sur simple demande.

#### **ARTICLE 5 - RESPONSABILITE**

La responsabilité de SOCOTEC CONSTRUCTION est celle d'un prestataire de service assujetti à une obligation de moyens.

Elle ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages dont les documents ne lui ont pas été transmis ou d'ouvrages utilisés en fonction de destinations qui ne lui ont pas été signalées.

La responsabilité de SOCOTEC CONSTRUCTION s'apprécie dans les limites de la mission à elle confiée par le client.

Dans les cas où les dispositions de l'article L.111-24 du code de la construction et de l'habitation ne sont pas applicables, elle ne saurait être engagée au delà de dix fois le montant des honoraires perçus par SOCOTEC CONSTRUCTION au titre de la mission pour laquelle sa responsabilité serait retenue, sans pouvoir dépasser 1,5 million d'euros.

SOCOTEC CONSTRUCTION est titulaire d'une assurance de responsabilité professionnelle (justificatif sur demande du cocontractant).

## ARTICLE 6 ASSURANCES

**6.1** Pour les opérations de construction soumises à l'obligation d'assurance prévue à l'article L.242-1 du code des assurances et dont le coût prévisionnel est supérieur à 30 millions € HT, les honoraires relatifs aux missions de contrôle technique ont été établis en considération de la souscription par le maître d'ouvrage, à ses frais, d'un contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD) incluant notamment SOCOTEC CONSTRUCTION afin d'assurer le respect de ladite obligation. En conséquence, ces honoraires n'incluent ni la surprime qui serait due par SOCOTEC CONSTRUCTION à son assureur en l'absence d'une telle souscription ni la prime afférente à l'adhésion de SOCOTEC CONSTRUCTION au CCRD.

Le coût de cette prime et/ou surprime viendrait donc s'ajouter aux montants des honoraires prévus à la présente convention.

**6.2** Le client s'engage à ne faire appel qu'à des constructeurs titulaires, au titre de l'activité pour laquelle il signe avec eux un contrat de louage d'ouvrage, d'une police d'assurance garantissant leur responsabilité conformément à l'article L.241.1 du code des assurances relatif à l'assurance de responsabilité obligatoire. Il s'engage également à fournir à SOCOTEC CONSTRUCTION, sur simple demande, les attestations d'assurance desdits constructeurs.

## ARTICLE 7 - CONFIDENTIALITE

Les informations communiquées à SOCOTEC CONSTRUCTION à l'occasion de l'exécution de ses missions d'inspection sont considérées comme confidentielles s'il n'est disposé autrement par la loi, les règlements ou les règles de preuve en matière procédurale.

En sa qualité d'organisme d'inspection tierce partie, SOCOTEC CONSTRUCTION peut être amenée à justifier de son respect des procédures d'inspection par la communication aux autorités de tutelle ou organisme d'accréditation d'informations issues de ses rapports de mission, ce que le client accepte expressément.

Hors les cas visés ci-avant, aucune information obtenue dans le cadre de l'exécution de ses missions n'est communiquée par SOCOTEC CONSTRUCTION sans, selon le cas, l'autorisation du client ou que ce dernier en soit préalablement informé.

## ARTICLE 8 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

**8.1** Le client n'acquiert pas, par la signature de la convention, la propriété des méthodes et outils de SOCOTEC CONSTRUCTION utilisés ou mis au point à l'occasion de la réalisation de la mission. En conséquence, le client s'engage à ne pas utiliser les méthodes et les outils de SOCOTEC CONSTRUCTION pour un usage autre que celui initialement prévu dans le cadre de la mission.

L'utilisation, la reproduction, la représentation d'une quelconque manière de la marque ou du logo "SOCOTEC" est strictement interdite sauf obtention de l'accord écrit et préalable de la part de SOCOTEC CONSTRUCTION.

Par ailleurs, il ne saurait être fait état des avis émis par SOCOTEC CONSTRUCTION que par publication ou communication in extenso.

### 8.2 Spécificités des marques d'accréditation du Cofrac

L'utilisation, la reproduction, la représentation d'une quelconque manière du ou des logo(s) du Cofrac relatif(s) à ou aux accréditation(s) de SOCOTEC CONSTRUCTION est strictement interdite sauf obtention de l'accord écrit et préalable de la part de SOCOTEC CONSTRUCTION.

## ARTICLE 9 - HONORAIRES ET FRAIS DE CONTRÔLE

**9.1** Les honoraires et frais de SOCOTEC CONSTRUCTION sont fixés en considération des éléments d'information fournis par le client ou son mandataire sur l'importance, la destination, la nature des ouvrages et sur la durée des travaux.

En conséquence :

- Lorsque des modifications interviennent quant à la destination ou à la nature des ouvrages, ou lorsque les entreprises et/ou le maître d'œuvre présentent des variantes, il est dû à SOCOTEC CONSTRUCTION un complément d'honoraires calculé au temps passé.
- Un dépassement de la durée d'exécution des travaux de plus de 10 % ouvre droit à un supplément d'honoraires déterminé par application d'un coefficient égal à 70 % du pourcentage de dépassement.

Outre les différents avis émis au cours de sa mission, SOCOTEC CONSTRUCTION rend compte de son intervention dans deux rapports principaux :

- Le rapport initial de contrôle technique relatif au contrôle des documents de conception,
- Le rapport final de contrôle technique, relatif à l'ensemble de sa mission.

Tout rapport complémentaire dont l'établissement est demandé par le client donnera lieu à perception d'un supplément d'honoraires égal à 5 % des honoraires globaux.

Les honoraires de SOCOTEC CONSTRUCTION sont fixés en considération d'interventions réalisées les jours et heures habituels de travail.

Si, pour des circonstances qui ne sont pas de son fait, SOCOTEC CONSTRUCTION devait intervenir les samedi, dimanche ou jours fériés ou de nuit (de 20 heures à 6 heures), il serait facturé un supplément par heure passée sur place et en déplacement.

Tous les documents nécessaires à l'exercice de la mission de contrôle technique sont adressés à SOCOTEC CONSTRUCTION en langue française sur support papier. Les frais de traduction et/ou ceux inhérents à l'édition de documents fournis sur support informatique ne sont pas compris dans le montant

des honoraires et frais fixés dans la convention et font l'objet, le cas échéant, d'une facturation complémentaire.

**9.2** Lorsque les honoraires et frais de SOCOTEC CONSTRUCTION s'expriment par un pourcentage du montant des travaux :

- a) Les honoraires et frais sont calculés sur le montant définitif, toutes taxes comprises, des ouvrages exécutés, en tenant compte des variations pouvant intervenir dans la masse des travaux ou résultant de l'application de formules d'actualisation et de révision des prix. Toutefois, ne seront pas prises en considération les variations de prix consécutives à l'application de primes ou pénalités de retard, à un prélèvement pour quelque cause que ce soit et notamment au titre du compte prorata, ou à un litige pour malfaçon ou pour toute autre cause entre le client et les constructeurs.
- b) Sauf stipulation particulière, les honoraires et frais s'appliquent à l'ensemble des travaux de tous corps d'état, quels que soient les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle.



## CONDITIONS GÉNÉRALES CG-SOC-CTC 4-15 (4/5)

- c) Le client ou son mandataire s'engage à fournir à SOCOTEC CONSTRUCTION toutes justifications des montants de travaux servant de base à l'établissement de ses factures (notamment situations et mémoires de travaux vérifiés, bons de paiement).

A défaut et après mise en demeure restée infructueuse, il est expressément convenu que les honoraires et frais dus à SOCOTEC CONSTRUCTION seront, de plein droit, calculés sur la base d'un montant forfaitaire de travaux égal à une fois et demie le montant prévisionnel indiqué aux conditions particulières.

- d) Le montant des honoraires et frais correspondant au montant prévisionnel des travaux constitue, de convention expresse, la rémunération minimale due, en tout état de cause, à SOCOTEC CONSTRUCTION, à l'achèvement des opérations de contrôle.

**9.3** Lorsque les honoraires sont fixés forfaitairement ou à la vacation, le montant du forfait ou de la vacation prévu à la convention est révisable en fonction de la variation de l'index prévu aux conditions particulières de la convention. En conséquence, chaque acompte ou vacation est, dans les limites fixées par la réglementation, calculé avec un coefficient de révision égal au rapport du dernier index paru à la date de signature de la convention et de l'index paru à la date d'établissement de la facture.

En outre, si le montant définitif des travaux est supérieur de 10 % à l'estimation prévisionnelle fournie par le client lors de l'établissement de la convention, les honoraires forfaitairement prévus seront majorés par application d'un coefficient égal au pourcentage d'augmentation du montant des travaux.

Le maître d'ouvrage ou son mandataire s'engage à fournir à SOCOTEC CONSTRUCTION, dans les conditions stipulées à l'article 6.2c ci-dessus, toutes justifications des montants de travaux.

**9.4** En cas d'abandon du projet de construction ou d'arrêt définitif des travaux, SOCOTEC CONSTRUCTION perçoit en sus des honoraires déjà échus, une indemnité égale à 20 % du montant des honoraires qui seraient restés à percevoir si la mission s'était déroulée jusqu'à son terme.

**9.5** Le paiement des honoraires et frais est effectué au comptant et conformément aux modalités prévues dans la convention.

L'obligation de payer les honoraires et frais revenant à SOCOTEC CONSTRUCTION étant inconditionnelle, le paiement ne peut en être différé en raison d'une divergence sur le point de vue technique exprimé par SOCOTEC CONSTRUCTION ou d'un différend entre le client et ses maître d'oeuvre, ingénieurs et entrepreneurs, ou entre deux ou plusieurs de ces personnes.

A défaut de règlement des factures dans un délai d'un mois, ces dernières porteront intérêt de plein droit et sans mise en demeure préalable au taux égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne majoré de 10 points. L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement visée par l'article L.441-6 du code de commerce est fixée à 40 euros, elle est due de plein droit sans préjudice pour SOCOTEC CONSTRUCTION d'exiger une indemnisation complémentaire sur justificatifs des frais supplémentaires engagés.

**9.6** SOCOTEC CONSTRUCTION peut suspendre ses opérations en cas de défaut de paiement de ses honoraires échus. Lorsqu'elle décide de suspendre ses opérations, SOCOTEC CONSTRUCTION signifie sa décision au client par lettre recommandée. Dans ce cas, il est dû à SOCOTEC CONSTRUCTION la quote-part des honoraires et frais prévus dans la convention, correspondant aux prestations déjà fournies.

**9.7** Les honoraires de SOCOTEC CONSTRUCTION sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée. Le montant de cette taxe, au taux applicable au moment de l'exécution de la prestation, vient s'ajouter au montant des honoraires convenu.

## ARTICLE 10 – SERVICE SOCOTEC AVANTAGE

**10.1** Dans le cadre de son service SOCOTEC Avantage, SOCOTEC CONSTRUCTION met gratuitement (sauf frais de connexion à Internet) à la disposition de ses clients une version électronique des rapports qu'elle établit au titre de ses missions.

**10.2** La consultation et l'édition des rapports s'effectuent à partir du site Internet de SOCOTEC CONSTRUCTION, chaque client disposant d'un mot de passe personnel. Ce mot de passe est attribué par SOCOTEC CONSTRUCTION dès réception par celle-ci du formulaire d'authentification dûment complété par le client. Le client est informé de la mise à disposition des rapports par courrier électronique envoyé à l'adresse de messagerie communiquée à SOCOTEC CONSTRUCTION.

Le paramétrage des profils sur le site Internet de SOCOTEC CONSTRUCTION est effectué par le client sous sa seule responsabilité.

**10.3** Les rapports édités à partir de leur version électronique sont dépourvus de valeur probante. Les rapports établis sur support papier et adressés au client par SOCOTEC CONSTRUCTION font seuls foi en toutes circonstances.

**10.4** SOCOTEC CONSTRUCTION s'engage à apporter tout le soin raisonnablement possible au maintien du bon fonctionnement du service SOCOTEC Avantage. Le client ne saurait prétendre à une quelconque indemnisation ou à des dommages-intérêts en cas de dysfonctionnement ou de cessation temporaire ou définitive de fonctionnement du service.

**10.5** SOCOTEC CONSTRUCTION n'est tenue à aucun archivage des rapports électroniques.

**10.6** La résiliation du contrat pour quelque cause que se soit met fin au bénéfice du service SOCOTEC Avantage.

**ARTICLE 11 - RESILIATION**

En cas d'inexécution des prestations ou de manquement de l'une des parties à ses obligations contractuelles, la présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec avis de réception trente (30) jours après une mise en demeure restée infructueuse.

**ARTICLE 12 – DISPOSITIF CONTRACTUEL**

La convention, intégrant les présentes conditions générales et les conditions spéciales ainsi que ses éventuelles annexes, constitue l'intégralité des engagements souscrits par les parties et annule et remplace tous les actes antérieurs se rapportant à l'objet de la convention.

**ARTICLE 13 - CONVENTION DE PREUVE**

Les rapports et avis par lesquels SOCOTEC CONSTRUCTION rend compte de sa mission sont adressés au client et, le cas échéant, diffusés aux tiers concernés sur support papier ou par envoi sous forme numérisée. Les deux modes valent preuves. Dans le cas où un même document est adressé selon les deux modes, seule la version papier vaut preuve.

**ARTICLE 14 - TRAITEMENT DES RECLAMATIONS**

Une procédure relative au traitement des réclamations a été mise en place au sein de SOCOTEC CONSTRUCTION. Cette procédure est mise à la disposition de tout intéressé sur demande adressée à la direction qualité à l'adresse suivante : [dqi@socotec.com](mailto:dqi@socotec.com).

**ARTICLE 15 - LÉGISLATION APPLICABLE - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS**

La convention est régie par le droit français.

En cas de litige, les parties s'engagent à se rapprocher afin de trouver les solutions d'un règlement amiable sauf les cas où la réglementation prévoit des modalités spécifiques en vue d'un tel règlement.

Les juridictions françaises sont seules compétentes pour connaître du litige quel que soit le lieu d'exécution de la mission, même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.

## **CONTROLE TECHNIQUE : MISSION LP RELATIVE A LA SOLIDITÉ DES OUVRAGES ET ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENT DISSOCIABLES ET INDISSOCIABLES**

### **ARTICLE 1**

La mission LP comprend :

- la mission L relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables ;
- la mission P1 relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés.

### **ARTICLE 2**

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission LP, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement dissociables ou indissociables qui la constituent.

Ne relève pas de la présente mission mais peut faire l'objet, à la demande du client, de missions complémentaires, la prise en compte :

- des risques naturels présentant un caractère exceptionnel tels que tempêtes, séismes, inondations, avalanches ;
- des risques liés à une modification des caractéristiques du sous-sol par suite d'effondrements miniers ;
- des risques technologiques.

### **ARTICLE 3**

La mission LP porte, dans la mesure où ils font partie des marchés des travaux communiqués à SOCOTEC CONSTRUCTION, sur les ouvrages et éléments d'équipement suivants :

- les ouvrages de réseaux divers et de voirie (à l'exclusion des couches d'usure des chaussées et des voies piétonnières) dont la destination est la desserte privative de la construction ;
- les ouvrages de fondation ;
- les ouvrages d'ossature ;
- les ouvrages de clos et de couvert ;
- pour les bâtiments, les éléments d'équipement liés indissociablement ou non aux ouvrages énumérés ci-dessus.

### **ARTICLE 4**

Dans l'exercice de sa mission, SOCOTEC CONSTRUCTION ne prend pas en compte les sollicitations liées aux phases provisoires de travaux.

### **ARTICLE 5**

Dans le cas d'opérations de réhabilitation, rénovation ou transformation, la mission porte sur la solidité des ouvrages et éléments d'équipement neufs et inclut un examen, au regard de la stabilité desdits ouvrages, de la compatibilité du programme de travaux avec l'état des existants. Cet examen comprend les prestations suivantes :

- l'examen des renseignements fournis par le client sur les existants ;
- l'examen visuel de l'état apparent des existants ;
- l'examen des documents techniques définissant le programme des travaux envisagés par le client ;

L'intervention de SOCOTEC CONSTRUCTION ne comprend ni le diagnostic préalable des existants, ni l'établissement ou la participation à l'établissement d'un état des lieux concernant les existants, ni le contrôle de la solidité des existants, celui-ci relevant de la mission LE.

En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, SOCOTEC CONSTRUCTION ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.

### **ARTICLE 6**

Dans le cas de travaux de reprise en sous-œuvre d'un ouvrage existant ou avoisinant, le contrôle technique desdits travaux n'est pas effectué au titre de la mission LP mais, selon le cas, d'une mission relative à la solidité des existants (mission LE) ou d'une mission relative à la stabilité des ouvrages avoisinants (mission Av).

### **ARTICLE 7**

La mission peut être complétée par d'autres missions telles que les missions LE, Av et par la mission RNT visée à l'article 2 ci-avant.

**CONTROLE TECHNIQUE : MISSION PS RELATIVE A LA SECURITE DES PERSONNES DANS LES CONSTRUCTIONS EN CAS DE SEISME****ARTICLE 1**

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission PS sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la protection parasismique des bâtiments à risque normal au sens de l'article R.563-2 du code de l'environnement.

La mission comporte la délivrance des attestations prévues aux articles R.431-16 et R.462-4 du code de l'urbanisme.

**ARTICLE 2**

La mission s'exerce par référence aux dispositions techniques de l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismiques applicables aux bâtiments de la classe dite à « risque normal »

Sauf dispositions contraires stipulées dans la convention, le contrôle porte sur les fondations, l'ossature et les façades du bâtiment objet de la mission ainsi que sur ses éléments non structuraux (balcons, auvents, souches de cheminée, acrotères, garde-corps) lorsque des dispositions réglementaires spécifiques leur sont applicables.

Les bâtiments à risque spécial au sens de l'article R.563-6 du code de l'environnement relèvent d'une mission spécifique.

**ARTICLE 3**

Il appartient au client de communiquer à SOCOTEC CONSTRUCTION tous documents et informations utiles à l'établissement des attestations visées à l'article 1 ci-avant dans des délais compatibles avec l'exécution de la mission.

Dans le cas d'opérations de réhabilitation, rénovation ou transformation soumises à l'arrêté du 22 octobre 2010 précité, l'analyse de la structure existante ne relève pas de la présente mission.

## **CONTROLE TECHNIQUE : MISSION SH RELATIVE A LA SECURITE DES PERSONNES DANS LES BATIMENTS D'HABITATION**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA MISSION**

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission SH, sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires, énumérées à l'article 3 ci-après, relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission ne s'étend pas à la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux. Au titre de la mission SH, la solidité n'est pas contrôlée.

### **ARTICLE 2 : DOMAINE D'INTERVENTION**

La mission SH porte sur les ouvrages et éléments d'équipement suivants, faisant partie des marchés des travaux communiqués à SOCOTEC CONSTRUCTION :

- les dispositions relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique : comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, desserte, cloisonnements et dégagements, moyens de secours, dispositifs d'alarme et d'alerte, équipements de désenfumage ;
- les installations électriques (courants forts) ;
- les installations de chauffage, ventilation, conditionnement d'air ;
- les installations de stockage et de distribution de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés ;
- les conduits de fumée ;
- les ascenseurs et les ascenseurs de charges ;
- les portes automatiques de garages ;
- les garde-corps et fenêtres basses.

### **ARTICLE 3 : REFERENTIEL**

Le référentiel par rapport auquel s'exerce la mission SH est constitué par les dispositions techniques figurant dans les documents suivants (sous réserve des dispositions de l'article 4 ci-après) :

- Arrêté du 31/1/86 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation ;
- Arrêté du 22/10/69 relatif aux installations électriques ;
- Arrêté du 23/6/78 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêtés des 21/3/68 et 1/07/04 relatifs aux stockages d'hydrocarbures liquides ;
- Décret n° 62-608 du 23/5/62 et arrêté du 2/8/77 relatifs aux installations de gaz combustibles et hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 30/5/89 relatif à la sécurité collective des installations de VMC auxquelles sont raccordés des appareils utilisant le gaz combustibles ou des hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/69 relatif aux conduits de fumée ;
- Décrets n°2000-810 et n°2010-782 relatifs à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.125-3-1 et R.125-3-2 du code de la construction et de l'habitation (CCH) relatif à la sécurité des portes automatiques de garage ;
- Article R 111-15 du code de la construction et de l'habitation (CCH) relatif aux garde-corps et fenêtres basses.

### **ARTICLE 4 : EXERCICE DE LA MISSION**

**4.1** La vérification des ouvrages au regard de la réglementation des installations classées (code de l'environnement Livre V – Titre 1<sup>er</sup> et décrets d'application) ne fait pas partie de la mission SH mais peut faire l'objet d'une mission particulière sur demande du client.

**4.2** Pour les locaux qui, bien qu'inclus dans les bâtiments d'habitation, ne sont pas destinés à l'usage d'habitation (commerces...), la mission SH ne comprend pas de vérifications au regard des réglementations spécifiques qui leur sont applicables.

**4.3** Le client est réputé avoir effectué les formalités administratives relatives aux déclarations ou autorisations nécessaires ; il doit adresser à SOCOTEC CONSTRUCTION la copie des décisions administratives particulières fixant les éventuelles prescriptions spéciales de sécurité à respecter, dans la mesure où elles intéressent la sécurité des personnes à l'intérieur de la construction objet du présent contrat.

**4.4** En ce qui concerne les installations électriques dans les immeubles d'habitation non assujettis au contrôle obligatoire en application de l'article R 111-39 du code de la construction et de l'habitation, la mission SH comporte exclusivement le contrôle des documents de conception.

Que l'immeuble soit ou non assujetti au contrôle obligatoire, la vérification avant mise sous tension en vue de l'obtention de l'attestation de conformité visée par le CONSUEL ne fait pas partie de la mission SH mais peut faire l'objet d'une mission particulière.

### **ARTICLE 5 : AUTRES MISSIONS**

**5.1** A la demande du client, la mission peut être complétée par d'autres missions de contrôle technique relevant des conditions générales de la présente convention, telles que les missions PS, GTB, ENV, HYSh ou Brd. Dans ce cas, elles sont expressément mentionnées dans les conditions particulières ou dans un avenant à la présente convention.

**5.2** Ne relèvent pas de la mission SH mais peuvent faire l'objet de missions particulières au titre de contrats distincts de la présente convention, à la demande du client, du gérant d'immeubles ou d'installateurs, les prestations suivantes :

- délivrance d'attestation de la conformité du descriptif du DSC VMC gaz visée à l'article 3.1 de l'arrêté du 30 mai 1989.
- délivrance d'attestation de la conformité et du bon fonctionnement du DSC VMC Gaz visée à l'article 3.2 de l'arrêté du 30/5/89.
- missions visant la sécurité des travailleurs sur le chantier, en particulier la mission de coordination SPS.
- Missions relatives à la prévention des explosions par références aux articles R.4227-42 à R.4227-54 du code du travail.

**CONTROLE TECHNIQUE : MISSION PHHAB RELATIVE A L'ISOLATION ACOUSTIQUE DES BATIMENTS D'HABITATION****ARTICLE 1**

La mission de SOCOTEC Construction a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires quand elles existent, ou, à défaut, aux prescriptions contractuelles retenues par le client et communiquées au contrôleur technique relativement à l'isolation acoustique des bâtiments d'habitation.

Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction desdites prescriptions.

La mission ne porte pas sur les atteintes à l'environnement ni sur la protection contre les bruits de voisinage autres que ceux relatifs aux voies terrestres et zones aéroportuaires classées.

**ARTICLE 2**

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le client s'engage à communiquer les procès-verbaux des essais normalisés réalisés par des laboratoires spécialisés justifiant de la qualité acoustique des éléments particuliers de la construction ainsi que les niveaux d'isolement requis pour les façades en cas de classement des voies de transport terrestre et des zones aéroportuaires.

**ARTICLE 3**

La mission PHhab s'exerce exclusivement en phase contrôle des documents de conception et se termine lors de l'émission du rapport initial de contrôle technique.

Les avis suspendus ou défavorables émis dans le rapport initial de contrôle technique, seront reportés dans le rapport final de contrôle technique sauf attestation formelle de prise en compte de ces avis établie par la maîtrise d'œuvre.

**ARTICLE 4**

Ne relève pas de la présente mission PHhab mais peuvent faire l'objet de missions particulières au titre de contrats distincts de la présente convention, à la demande du maître de l'ouvrage, les prestations suivantes :

- examen des ouvrages et éléments d'équipement par référence à des prescriptions relatives à la délivrance d'un label,
- réalisation de mesures acoustiques en cours ou en fin de chantier,
- établissement de l'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique à l'achèvement des travaux visée à l'article R.111-4-2 du code de la construction et de l'habitation,
- mission d'assistance à la sécurisation de l'attestation acoustique dans les bâtiments d'habitation.



**CONTROLE TECHNIQUE : MISSION TH RELATIVE A L'ISOLATION THERMIQUE ET AUX ECONOMIES D'ENERGIE****ARTICLE 1**

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires relatives à l'isolation thermique et aux économies d'énergie. Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique des bâtiments, les systèmes de chauffage, climatisation, production d'eau chaude sanitaire, la ventilation ainsi que, dans les cas prévus par la réglementation, les équipements d'éclairage. Il est précisé que cet examen est effectué exclusivement sous l'angle de l'isolation thermique et des économies d'énergie.

L'adaptabilité de l'ouvrage à la mise en place d'un système de chauffage utilisant une énergie autre que celle d'origine n'est pas contrôlée au titre de la présente mission.

**ARTICLE 2**

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le client s'engage à communiquer :

- les devis descriptifs, plans et autres documents techniques concernant les bâtiments, l'implantation et la destination des locaux, les spécifications techniques des systèmes, les notes de calculs des consommations conventionnelles d'énergie et des températures intérieures conventionnelles ainsi que les schémas de distribution précisant les répartitions des circuits, le comptage, la régulation et la programmation ;
- la justification, dans les conditions prévues par la réglementation, des caractéristiques thermiques des produits et équipements mis en œuvre.

**ARTICLE 3**

A la demande du client, la mission peut-être complétée par d'autres prestations telle que la mission F appliquée aux installations visées au 1.

**ARTICLE 4**

Ne relèvent pas de la mission Th mais peuvent faire l'objet de missions particulières au titre de contrats distincts de la présente convention, à la demande du client, les prestations suivantes :

- examen d'une solution technique préalablement à la demande d'agrément ministériel ;
- réalisation d'essais et mesures en vue, notamment, de vérifier les performances obtenues ;
- vérification des ouvrages et éléments d'équipement par référence à la réglementation relative au label Haute Performance Energétique ;
- établissement de l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique à l'achèvement des travaux visée aux articles R.111-20-3 et R.111-20-4 du code de la construction et de l'habitation ;
- réalisation du diagnostic de performance énergétique visée à l'article L.134-1 du code de la construction et de l'habitation.

**MISSION HAND RELATIVE A L'ACCESSIBILITE DES CONSTRUCTIONS POUR LES PERSONNES HANDICAPEES**

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission Hand sont ceux qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction de ces exigences réglementaires.

Ne relèvent pas de la présente mission mais peuvent faire l'objet d'une prestation complémentaire :

- la réalisation du constat du respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées prévue à l'article R.111-19-21 du code de la construction et de l'habitation et l'établissement de l'attestation correspondante ;
- la prise en compte de la réalisation des travaux modificatifs acquéreurs.

**CONTROLE TECHNIQUE : MISSION BRD RELATIVE AUX TRANSPORTS DES BRANCARDS DANS LES CONSTRUCTIONS**

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission Brd sont ceux qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives au transport des brancards dans les constructions.

La mission porte sur les cheminements (circulations horizontales et verticales) permettant le passage des brancards jusqu'aux ou à partir des logements.

**CONSTAT DU RESPECT DES REGLES D'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES****ARTICLE 1 - OBJET DE LA MISSION**

L'intervention de SOCOTEC CONSTRUCTION a pour objet, postérieurement à la réalisation de travaux, le constat, prévu par l'article R.111-19-27 du code de la construction et de l'habitation (CCH), du respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées applicables à la construction objet desdits travaux.

**ARTICLE 2 – CONTENU DE LA MISSION**

Le constat est effectué conformément à l'arrêté du 22 mars 2007 fixant les dispositions relatives à l'attestation constatant que les travaux sur certains bâtiments respectent les règles d'accessibilité aux personnes handicapées « l'arrêté »).

Il comporte :

- la prise de connaissance des documents énumérés à l'article 3 de l'arrêté,
- l'examen visuel des travaux achevés,
- l'établissement de l'attestation visée à l'article R-111-19-27 du CCH.

L'attestation est établie selon les modèles prévus aux annexes de l'arrêté.

Sont exclus du constat pour les bâtiments d'habitations individuels ou collectifs l'examen des travaux modificatifs acquéreurs.

**ARTICLE 3 – MODALITES D'EXECUTION DE LA MISSION**

L'intervention de SOCOTEC CONSTRUCTION est réalisée après achèvement des travaux. Elle comporte exclusivement l'examen visuel des parties visibles et accessibles desdits travaux.

Il appartient au client :

- d'informer SOCOTEC CONSTRUCTION en temps utile de la date d'achèvement des travaux objet du constat,
- de communiquer à SOCOTEC CONSTRUCTION les documents dont la fourniture est requise par l'article 3 de l'arrêté.

**ARTICLE 4 – MISSIONS COMPLEMENTAIRES**

Ne relèvent pas de la présente mission mais peuvent faire l'objet de prestations complémentaires au titre de contrats spécifiques :

- le contrôle technique des travaux,
- le diagnostic des conditions d'accessibilité des ERP aux personnes handicapées visé à l'article R.111-19-9 du CCH,
- le diagnostic relatif à la solidité des ouvrages et la sécurité des personnes dans les constructions,
- la vérification du fonctionnement des installations et équipements.

**ARTICLE 5- RESPONSABILITE**

La responsabilité de SOCOTEC CONSTRUCTION est celle d'un prestataire de service assujetti à une obligation de moyens.

Elle ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages ou d'installations utilisés en fonction de destinations qui ne lui ont pas été signalées ou dont les documents ne lui ont pas été transmis.

Elle ne saurait être engagée au-delà de dix fois le montant des honoraires perçus par SOCOTEC CONSTRUCTION au titre de la mission qui lui a été confiée, sans pouvoir dépasser 1,5 million d'euros.

La responsabilité de SOCOTEC CONSTRUCTION ne peut être engagée que dans la mesure de ses propres fautes professionnelles. Elle ne saurait donc être tenue responsable, ni solidairement ni in solidum, des fautes commises par d'autres intervenants.

SOCOTEC CONSTRUCTION est titulaire d'une assurance de responsabilité professionnelle (justificatif sur demande du client).

**ARTICLE 6- HYGIENE ET SECURITE**

Conformément aux dispositions des articles R.4511-1 à R.4514-10 du code du travail, il appartient au client de définir et de porter à la connaissance de SOCOTEC CONSTRUCTION les mesures d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans son établissement par une entreprise extérieure afin que soit établie une analyse des risques et, le cas échéant, le plan de prévention visé par l'article R.4512-7 dudit code.

En particulier, il incombe au client de déclarer les risques spécifiques liés à l'activité de l'établissement auxquels le personnel de SOCOTEC CONSTRUCTION peut être exposé lors de l'exécution de sa mission, notamment les risques résultant d'une exposition à des rayonnements ionisants, à des substances et préparations dangereuses, à des agents biologiques, à une atmosphère confinée ainsi que le risque de noyade et de chutes de hauteur, et d'indiquer les mesures de prévention prévues pour y faire face.

Lorsque ces mesures de prévention consistent en l'utilisation d'équipements de protection individuelle (EPI) spéciaux (vêtements spécifiques, masque...), il appartient au client d'informer SOCOTEC CONSTRUCTION à la signature de la convention de la nature précise de ces EPI.

#### **ARTICLE 7 - CONFIDENTIALITE**

Les informations communiquées à SOCOTEC CONSTRUCTION à l'occasion de l'exécution de ses missions d'inspection sont considérées comme confidentielles s'il n'est disposé autrement par la loi, les règlements ou les règles de preuve en matière procédurale.

En sa qualité d'organisme d'inspection tierce partie, SOCOTEC CONSTRUCTION peut être amenée à justifier de son respect des procédures d'inspection par la communication aux autorités de tutelle ou organisme d'accréditation d'informations issues de ses rapports de mission, ce que le client accepte expressément.

Hors les cas visés ci-avant, aucune information obtenue dans le cadre de l'exécution de ses missions n'est communiquée par SOCOTEC CONSTRUCTION sans, selon le cas, l'autorisation du client ou que ce dernier en soit préalablement informé.

## ARTICLE 8 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

**8.1** Le client n'acquiert pas, par la signature de la convention, la propriété des méthodes et outils de SOCOTEC CONSTRUCTION utilisés ou mis au point à l'occasion de la réalisation de la mission. En conséquence, le client s'engage à ne pas utiliser les méthodes et les outils de SOCOTEC CONSTRUCTION pour un usage autre que celui initialement prévu dans le cadre de la mission.

L'utilisation, la reproduction, la représentation d'une quelconque manière de la marque ou du logo "SOCOTEC CONSTRUCTION" est strictement interdite sauf obtention de l'accord écrit et préalable de la part de SOCOTEC CONSTRUCTION.

Par ailleurs, il ne saurait être fait état des avis émis par SOCOTEC CONSTRUCTION que par publication ou communication in extenso.

### 8.2 Spécificités des marques d'accréditation du Cofrac

L'utilisation, la reproduction, la représentation d'une quelconque manière du ou des logo(s) du Cofrac relatif(s) à ou aux accréditation(s) de SOCOTEC CONSTRUCTION est strictement interdite sauf obtention de l'accord écrit et préalable de la part de SOCOTEC CONSTRUCTION.

## ARTICLE 9 - HONORAIRES

**9.1** Les honoraires et frais de SOCOTEC CONSTRUCTION sont fixés en considération des éléments d'information fournis par ses clients sur les lieux d'intervention, l'importance, la nature et la durée de la mission qui lui a été confiée.

**9.2** Tous les documents nécessaires à l'exercice de la mission sont adressés à SOCOTEC CONSTRUCTION en langue française sur support papier. Les frais de traduction et/ou ceux inhérents à l'édition de documents fournis sur support informatique ne sont pas compris dans le montant des honoraires et frais fixés dans la convention et font l'objet, le cas échéant, d'une facturation complémentaire. **9.3** Lorsque les honoraires et frais de SOCOTEC CONSTRUCTION s'expriment par un pourcentage du montant des travaux :

Les honoraires et les frais sont calculés sur le montant définitif, toutes taxes comprises, des ouvrages exécutés, en tenant compte des variations pouvant intervenir dans la masse des travaux ou résultant de l'application de formules d'actualisation et de révision des prix. Toutefois, ne seront pas prises en considération les variations de prix consécutives à l'application de primes ou pénalités de retard, à un prélèvement pour quelque cause que ce soit et notamment au titre du compte prorata, ou à un litige pour malfaçon ou pour toute autre cause entre le maître de l'ouvrage ou les constructeurs.

Sauf stipulation particulière, les honoraires et frais s'appliquent à l'ensemble des travaux de tous corps d'état, quels que soient les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle.

Les clients s'engagent à fournir à SOCOTEC CONSTRUCTION toutes justifications des montants de travaux servant de base à l'établissement de ses factures (notamment situations et mémoires de travaux vérifiés, bons de paiement, etc.).

Le montant des honoraires et frais correspondant au montant prévisionnel des travaux constitue, de convention expresse, la rémunération minimale due, en tout état de cause, à SOCOTEC CONSTRUCTION, à l'achèvement de sa mission.

**9.4** Lorsque les honoraires sont fixés forfaitairement ou à la vacation, le montant du forfait ou de la vacation prévu à la convention est révisable en fonction de la variation de l'index ingénierie. En conséquence, à compter de la date de signature de la convention, chaque acompte ou vacation est, dans les limites fixées par la réglementation, calculé avec un coefficient de révision égal au rapport du dernier index paru à la date de la signature de la convention et de l'index paru à la date d'établissement de la facture.

En cas d'abandon du projet de construction ou d'arrêt des travaux, SOCOTEC CONSTRUCTION perçoit en sus des honoraires déjà échus, une indemnité égale à 20% du montant des honoraires qui seraient restés à percevoir si la mission s'était déroulée jusqu'à son terme.

**9.5** Le paiement des honoraires et frais est effectué au comptant et conformément aux modalités prévues par les conditions particulières de la convention.

L'obligation de payer les honoraires et frais revenant à SOCOTEC CONSTRUCTION étant inconditionnelle, le paiement ne peut en être différé en raison d'une divergence sur le point de vue technique exprimé par SOCOTEC CONSTRUCTION ou d'un différend entre le maître de l'ouvrage et ses maîtres d'œuvre, ingénieurs et entrepreneurs, ou entre deux ou plusieurs de ces personnes.

A défaut de règlement des factures et frais dans un délai d'un mois, ces derniers porteront intérêt de plein droit et sans mise en demeure préalable au taux égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne majoré de 10 points. L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement visée par l'article L.441-6 du code de commerce est fixée à 40 euros, elle est due de plein droit sans préjudice pour SOCOTEC CONSTRUCTION d'exiger une indemnisation complémentaire sur justificatifs des frais supplémentaires engagés.

**9.6** SOCOTEC CONSTRUCTION peut suspendre ses opérations en cas de défaut de paiement de ses honoraires échus.

Lorsqu'elle décide de suspendre ses opérations, SOCOTEC CONSTRUCTION signifie sa décision à ses clients par lettre recommandée.

Dans ce cas, il est dû à SOCOTEC CONSTRUCTION la quote-part des honoraires et frais prévus dans la convention, correspondant aux prestations déjà fournies.

**9.7** Les honoraires de SOCOTEC CONSTRUCTION sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée. Le montant de cette taxe, au taux en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, vient s'ajouter au montant des honoraires convenu.

#### **ARTICLE 10 - RESILIATION**

En cas d'inexécution des prestations ou de manquement de l'une des parties à ses obligations contractuelles, la présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec avis de réception trente (30) jours après une mise en demeure restée infructueuse.

#### **ARTICLE 11 - CONVENTION DE PREUVE**

Les rapports et avis par lesquels SOCOTEC CONSTRUCTION rend compte de sa mission sont adressés au client et, le cas échéant, diffusés aux tiers concernés sur support papier ou par envoi sous forme numérisée. Les deux modes valent preuves. Dans le cas où un même document est adressé selon les deux modes, seule la version papier vaut preuve.

**ARTICLE 12 - TRAITEMENT DES RECLAMATIONS**

Une procédure relative au traitement des réclamations a été mise en place au sein de SOCOTEC CONSTRUCTION. Cette procédure est mise à la disposition de tout intéressé sur demande adressée à la direction qualité à l'adresse suivante : [dqi@socotec.com](mailto:dqi@socotec.com).

**ARTICLE 13 - LEGISLATION APPLICABLE - REGLEMENT DES DIFFERENDS**

La convention est régie par le droit français.

En cas de litige, les parties s'engagent à se rapprocher afin de trouver les solutions d'un règlement amiable.

Il est convenu qu'en cas d'échec, les juridictions françaises sont seules compétentes pour connaître du litige quel que soit le lieu d'exécution de la mission, même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.



## **BÂTIMENT NEUF : ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DE LA RÉGLEMENTATION THERMIQUE A L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX ET/OU DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGETIQUE**

### **TITRE I : MISSION(S) CHOISIE(S) PAR LE CLIENT**

Conformément au choix du client indiqué dans les conditions particulières de la proposition, SOCOTEC CONSTRUCTION effectue la ou les mission(s) suivante(s) :

### **MISSION A : ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DE LA RÉGLEMENTATION THERMIQUE A L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX**

#### **ARTICLE 1 – OBJET DE LA MISSION A**

L'intervention de SOCOTEC CONSTRUCTION a pour objet la réalisation, sur un bâtiment neuf ou des parties neuves d'un bâtiment existant, de l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique à l'achèvement des travaux visée aux articles R.111-20-3 et R.111-20-4 du code de la construction et de l'habitation (CCH).

Cette mission est indépendante de la mission de contrôle technique visée à l'article L.111-23 du code de la construction et de l'habitation.

#### **ARTICLE 2 – REFERENTIEL DE LA MISSION A**

L'attestation de prise en compte de la réglementation thermique est réalisée par SOCOTEC CONSTRUCTION conformément :

- aux articles R.111-20-3 et R.111-20-4 du CCH,
- aux dispositions, applicables à la catégorie du bâtiment objet de la mission, de l'arrêté du 11 octobre 2011 relatif aux attestations de prise en compte de la réglementation thermique et de réalisation d'une étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs ou les parties nouvelles de bâtiment.

#### **ARTICLE 3 – CONTENU DE LA MISSION A**

L'intervention de SOCOTEC CONSTRUCTION comporte les prestations suivantes :

- récolement auprès du client et examen des documents nécessaires à l'établissement de l'attestation (cf. article 7),
- examens documentaire et visuel portant sur les points de vérification prévus par l'article 7 de l'arrêté du 11 octobre 2011 susnommé,
- avis sur les points de cohérence prévus dans le modèle d'attestation de la prise en compte de la réglementation thermique à l'achèvement des travaux de l'annexe IV de l'arrêté du 11 octobre 2011 susnommé,
- dans le cas où des irrégularités seraient détectées, un pré-rapport est transmis listant ces irrégularités. A la demande du client, une contre-visite et/ou contrôles documentaires complémentaires peuvent être effectués afin de constater que les irrégularités ont été levées par les maîtrises d'ouvrage et d'œuvre et permettre, le cas échéant, l'établissement de l'attestation visée ci-après.
- chacune des contre-visites et/ou contrôles documentaires supplémentaires sera facturé selon les dispositions des conditions particulières de la proposition.
- le cas échéant, établissement de l'attestation de la prise en compte de la réglementation thermique à l'achèvement des travaux en utilisant l'outil informatique mis à disposition par le ministère en charge de la construction, ou d'une attestation d'irrégularités vis-à-vis de la prise en compte de la réglementation thermique si les irrégularités constatées n'ont pu être levées par la maîtrise d'ouvrage.

### **MISSION B : DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGETIQUE**

#### **ARTICLE 4 – OBJET DE LA MISSION B**

L'intervention de SOCOTEC CONSTRUCTION a pour objet la réalisation, sur un bâtiment neuf ou des parties neuves d'un bâtiment existant, du diagnostic de performance énergétique visé à l'article L.134-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH).

#### **ARTICLE 5 – REFERENTIEL DE LA MISSION B**

Le diagnostic de performance énergétique est réalisé par SOCOTEC CONSTRUCTION conformément :

- à l'article R.134-2 du CCH,
- aux dispositions, applicables à la catégorie du bâtiment objet de la mission, de l'arrêté du 21 septembre 2007 relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments neufs en France métropolitaine.

#### **ARTICLE 6 – CONTENU DE LA MISSION B**

L'intervention de SOCOTEC CONSTRUCTION comporte les prestations suivantes :

- récolement auprès du client et examen des documents nécessaires à l'établissement du diagnostic (cf. article 7),
- vérification par examen visuel de la mise en œuvre effective des éléments pris en compte dans la synthèse d'étude thermique remise à SOCOTEC CONSTRUCTION par le client,
- réalisation des évaluations et classements prévus par la réglementation visée à l'article 5 ci-avant,
- établissement d'un rapport de diagnostic conforme aux modèles réglementaires prévus en annexe 6 de l'arrêté du 21 septembre 2007.

Le rapport de diagnostic comporte des recommandations visant à promouvoir l'utilisation d'énergies renouvelables et à améliorer la gestion énergétique du bâtiment et de ses équipements.

Ces recommandations ne constituent qu'une aide à la décision donnée à titre d'information. Il appartient aux maîtres d'œuvre et aux entreprises de définir l'étendue exacte des travaux à réaliser et d'en fixer le coût.

**TITRE II : DISPOSITIONS COMMUNES****ARTICLE 7 – ENGAGEMENTS DU CLIENT**

Le client s'engage :

- à prendre toutes dispositions afin de permettre à l'intervenant de SOCOTEC CONSTRUCTION d'accéder sur les lieux objet de la mission à la date convenue et à s'assurer de la présence d'un accompagnateur pendant toute la durée de l'intervention,
- à prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer à tout moment la sécurité du personnel de SOCOTEC CONSTRUCTION intervenant sur le (s) bâtiment(s) objet(s) de la mission,
- à remettre à SOCOTEC CONSTRUCTION l'ensemble des documents nécessaires à l'exécution de sa mission, notamment :

Pour la mission A : les documents visés à l'article 6 de l'arrêté du 11 octobre 2011 susnommé, en particulier : le récapitulatif standardisé d'étude thermique tel que défini dans l'arrêté relatif aux caractéristiques thermiques des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments de la réglementation thermique applicable au bâtiment ou à la partie concerné(e), le document justifiant des résistances thermiques et des surfaces des isolants posés sur les parois opaques du bâtiment donnant sur l'extérieur ou sur un local non chauffé, le document justifiant pour les habitations de la perméabilité à l'air du bâtiment.

Pour la mission B : l'ensemble des documents nécessaires à l'exécution de sa mission en particulier le récapitulatif standardisé d'étude thermique tel que défini dans l'arrêté relatif aux caractéristiques thermiques des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments de la réglementation thermique applicable au bâtiment ou à la partie de bâtiment concerné(e).

**ARTICLE 8 – LIMITES DE PRESTATION**

Au titre de ces présentes missions, la conformité du bâtiment à la réglementation thermique dans son ensemble n'est pas contrôlée par SOCOTEC CONSTRUCTION.

L'intervention de SOCOTEC CONSTRUCTION s'effectue par examen visuel des parties visibles et accessibles du bâtiment ou parties de bâtiment objet de la mission ; elle ne comporte aucun démontage ni sondage destructif.

L'attestation établie par SOCOTEC CONSTRUCTION ne constitue en aucun cas une garantie de résultat sur les consommations conventionnelles, estimées, attendues ou réelles du bâtiment ou parties de bâtiment objet de la mission.

**ARTICLE 9 – RESPONSABILITE**

La responsabilité de SOCOTEC CONSTRUCTION est celle d'un prestataire de service assujetti à une obligation de moyens.

Elle ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages ou d'installations utilisés en fonction de destinations qui ne lui ont pas été signalées ou dont les documents ne lui ont pas été transmis.

Elle ne saurait être engagée au-delà de dix fois le montant des honoraires perçus par SOCOTEC CONSTRUCTION au titre de la mission qui lui a été confiée, sans pouvoir dépasser 1,5 million d'euros.

La responsabilité de SOCOTEC CONSTRUCTION ne peut être engagée que dans la mesure de ses propres fautes professionnelles. Elle ne saurait donc être tenue responsable, ni solidairement ni in solidum, des fautes commises par d'autres intervenants.

SOCOTEC CONSTRUCTION est titulaire d'une assurance de responsabilité professionnelle (justificatif sur demande du client).

**ARTICLE 10 - CONFIDENTIALITE**

Les informations communiquées à SOCOTEC CONSTRUCTION à l'occasion de l'exécution de ses missions d'inspection sont considérées comme confidentielles s'il n'est disposé autrement par la loi, les règlements ou les règles de preuve en matière procédurale.

En sa qualité d'organisme d'inspection tierce partie, SOCOTEC CONSTRUCTION peut être amenée à justifier de son respect des procédures d'inspection par la communication aux autorités de tutelle ou organisme d'accréditation d'informations issues de ses rapports de mission, ce que le client accepte expressément.

Hors les cas visés ci-avant, aucune information obtenue dans le cadre de l'exécution de ses missions n'est communiquée par SOCOTEC CONSTRUCTION sans, selon le cas, l'autorisation du client ou que ce dernier en soit préalablement informé.

**ARTICLE 11 - PROPRIETE INTELLECTUELLE**

**11.1** Le client n'acquiert pas, par la signature de la convention, la propriété des méthodes et outils de SOCOTEC CONSTRUCTION utilisés ou mis au point à l'occasion de la réalisation de la mission. En conséquence, le client s'engage à ne pas utiliser les méthodes et les outils de SOCOTEC CONSTRUCTION pour un usage autre que celui initialement prévu dans le cadre de la mission.

L'utilisation, la reproduction, la représentation d'une quelconque manière de la marque ou du logo "SOCOTEC" est strictement interdite sauf obtention de l'accord écrit et préalable de la part de SOCOTEC CONSTRUCTION.

Par ailleurs, il ne saurait être fait état des avis émis par SOCOTEC CONSTRUCTION que par publication ou communication in extenso.

**11.2** Spécificités des marques d'accréditation du Cofrac

L'utilisation, la reproduction, la représentation d'une quelconque manière du ou des logo(s) du Cofrac relatif(s) à ou aux accréditation(s) de SOCOTEC CONSTRUCTION est strictement interdite sauf obtention de l'accord écrit et préalable de la part de SOCOTEC CONSTRUCTION.

## **ARTICLE 12 – HONORAIRES**

**12.1** La rémunération de SOCOTEC CONSTRUCTION est fixée en fonction de l'importance, de la nature, de la durée des prestations et, d'une manière générale, en fonction des éléments d'information fournis par le client sur les conditions d'exécution de la mission.

Tous les documents nécessaires à l'exercice de la mission sont adressés à SOCOTEC CONSTRUCTION en langue française sur support papier.

Les frais de traduction et/ou ceux inhérents à l'édition de documents fournis sur support informatique ne sont pas compris dans le montant des honoraires et frais fixés dans la convention et font l'objet, le cas échéant, d'une facturation complémentaire.

Les rapports ou autres documents sont fournis en deux exemplaires au maximum, tout exemplaire supplémentaire sera facturé en sus.

Les prix s'entendent hors taxes. Le montant des taxes, au taux en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, vient s'ajouter aux honoraires des factures présentées.

Les factures émises par SOCOTEC CONSTRUCTION sont payables dès réception.

A défaut de règlement des factures dans un délai d'un mois, ces dernières porteront intérêt de plein droit et sans mise en demeure préalable au taux égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne majoré de 10 points. L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement visée par l'article L.441-6 du code de commerce est fixée à 40 euros, elle est due de plein droit sans préjudice pour SOCOTEC CONSTRUCTION d'exiger une indemnisation complémentaire sur justificatifs des frais supplémentaires engagés.

**12.2** SOCOTEC CONSTRUCTION peut suspendre ses opérations en cas de défaut de paiement de ses honoraires échus. Lorsqu'elle décide de suspendre ses opérations, SOCOTEC CONSTRUCTION signifie sa décision par lettre recommandée. Dans ce cas, il est dû à SOCOTEC CONSTRUCTION la quote-part des honoraires et frais prévus dans la convention correspondant aux prestations déjà fournies.

**12.3** Lorsque les honoraires sont fixés forfaitairement ou à la vacation, le montant du forfait ou de la vacation prévu à la convention est révisable en fonction de la variation de l'index prévu aux conditions particulières de la convention. En conséquence, chaque acompte ou vacation est dans les limites fixées par la réglementation, calculé avec un coefficient de révision égal au rapport du dernier index paru à la date de la signature de la convention et de l'index paru à la date d'établissement de la facture.

### **ARTICLE 13 - RESILIATION**

En cas d'inexécution des prestations ou de manquement de l'une des parties à ses obligations contractuelles, la présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec avis de réception trente (30) jours après une mise en demeure restée infructueuse.

### **ARTICLE 14 - CONVENTION DE PREUVE**

Les rapports et avis par lesquels SOCOTEC CONSTRUCTION rend compte de sa mission sont adressés au client et, le cas échéant, diffusés aux tiers concernés sur support papier ou par envoi sous forme numérisée. Les deux modes valent preuves. Dans le cas où un même document est adressé selon les deux modes, seule la version papier vaut preuve.

### **ARTICLE 15 - TRAITEMENT DES RECLAMATIONS**

Une procédure relative au traitement des réclamations a été mise en place au sein de SOCOTEC CONSTRUCTION. Cette procédure est mise à la disposition de tout intéressé sur demande adressée à la direction qualité à l'adresse suivante : [dqi@socotec.com](mailto:dqi@socotec.com).

### **ARTICLE 16 - LEGISLATION APPLICABLE - REGLEMENT DES DIFFERENDS**

La convention est régie par le droit français.

En cas de litige, les parties s'engagent à se rapprocher afin de trouver les solutions d'un règlement amiable.

Il est convenu qu'en cas d'échec, les juridictions françaises sont seules compétentes pour connaître du litige quel que soit le lieu d'exécution de la mission, même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.

## **ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DE LA REGLEMENTATION ACOUSTIQUE A L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX : BÂTIMENT D'HABITATION NEUF EN FRANCE METROPOLITAINE**

### **ARTICLE 1 – OBJET DE LA MISSION**

L'intervention de SOCOTEC CONSTRUCTION a pour objet la réalisation, sur un bâtiment d'habitation neuf situé en France métropolitaine, de l'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique à l'achèvement des travaux visée à l'article R.111-4-2 du code de la construction et de l'habitation (CCH).

Cette mission est indépendante de la mission de contrôle technique visée à l'article L.111-23 du code de la construction et de l'habitation.

### **ARTICLE 2 – REFERENTIEL DE LA MISSION**

L'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique est réalisée par SOCOTEC CONSTRUCTION conformément :

- aux articles R.111-4-2 à R.111-4-5 du CCH,
- aux dispositions de l'arrêté du 27 novembre 2012 relatif à l'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique applicable en France métropolitaine aux bâtiments d'habitation neufs (ci-après « l'Arrêté »).

### **ARTICLE 3 – CONTENU DE LA MISSION**

L'intervention de SOCOTEC CONSTRUCTION comporte les prestations suivantes :

- récolement auprès du client et examen des documents nécessaires à l'établissement de l'attestation (cf. article 4),
- établissement du plan de mesurage à partir du dossier technique d'exécution de l'opération et des exigences réglementaires en termes de type et de quantité de mesures,
- mise à disposition du matériel de mesure, réalisation en une seule fois des mesurages in situ conformément à la méthodologie définie dans l'annexe 2 de l'Arrêté, puis traitement en laboratoire,
- rédaction du rapport de mesure correspondant,
- établissement de l'attestation suivant le modèle conforme à celui figurant dans l'annexe 1 de l'Arrêté et faisant éventuellement apparaître les irrégularités vis-à-vis de la prise en compte de la réglementation acoustique si celles-ci n'ont pu être levées à l'achèvement des travaux par la maîtrise d'ouvrage.

### **ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU CLIENT**

Le client s'engage :

- à fournir gratuitement les documents nécessaires à l'élaboration du plan de mesurage, à savoir :
  - les plans architecturaux conformes à l'exécution,
  - le cahier des clauses techniques particulières Marché,
  - le(s) plan(s) de repérage des isolements acoustiques de façade (à défaut, l'étude de détermination correspondante),
  - l'indice unique d'absorption  $\alpha_w$  des revêtements absorbants mis en place dans les circulations communes, les rapports d'essais correspondants et les surfaces traitées,
- à s'être assuré du fonctionnement normal de l'ensemble des équipements techniques, éventuellement au moyen de branchements provisoires, le jour de l'intervention sur site,
- à fournir les caractéristiques administratives et techniques de l'opération nécessaire à la rédaction du chapitre « Identification de l'opération de construction » de l'attestation,
- à fournir les informations et documents nécessaires à la rédaction du chapitre « Constats en phases Etudes et Chantier » de l'attestation, à savoir :
  - le ou les organismes ayant étudié les différentes problématiques acoustiques et assuré le suivi de chantier correspondant,
  - l'éventuel cahier des prescriptions acoustiques marché et la liste des éventuelles variantes acceptées pendant les travaux pouvant avoir une incidence acoustique,
- à prendre toutes dispositions afin de permettre au personnel de SOCOTEC CONSTRUCTION d'accéder sur les lieux objets de la mission à la date convenue et dans des conditions normales de sécurité,
- à prévoir, à ses frais, la présence d'un accompagnateur pendant toute la durée de l'intervention et d'une personne habilitée à mettre en service les équipements techniques suivant les besoins.

### **ARTICLE 5 – LIMITES DE PRESTATION**

La présente mission est réalisée par SOCOTEC CONSTRUCTION à partir d'un échantillonnage de logements et d'un nombre de mesures fixés par l'Arrêté.

En conséquence, l'attestation établie par SOCOTEC CONSTRUCTION ne constitue en aucun cas une garantie de conformité de l'ensemble des logements aux exigences de la réglementation acoustique.

Des vérifications complémentaires peuvent être réalisées par SOCOTEC CONSTRUCTION à la demande du client.

## **ARTICLE 6 – RESPONSABILITE**

La responsabilité de SOCOTEC CONSTRUCTION est celle d'un prestataire de service assujetti à une obligation de moyens.

Elle ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages ou d'installations utilisés en fonction de destinations qui ne lui ont pas été signalées ou dont les documents ne lui ont pas été transmis.

Elle ne saurait être engagée au-delà de dix fois le montant des honoraires perçus par SOCOTEC CONSTRUCTION au titre de la mission qui lui a été confiée, sans pouvoir dépasser 1,5 million d'euros.

La responsabilité de SOCOTEC CONSTRUCTION ne peut être engagée que dans la mesure de ses propres fautes professionnelles. Elle ne saurait donc être tenue responsable, ni solidairement ni in solidum, des fautes commises par d'autres intervenants.

SOCOTEC CONSTRUCTION est titulaire d'une assurance de responsabilité professionnelle (justificatif sur demande du client).

## **ARTICLE 7 - CONFIDENTIALITE**

Les informations communiquées à SOCOTEC CONSTRUCTION à l'occasion de l'exécution de ses missions d'inspection sont considérées comme confidentielles s'il n'est disposé autrement par la loi, les règlements ou les règles de preuve en matière procédurale.

En sa qualité d'organisme d'inspection tierce partie, SOCOTEC CONSTRUCTION peut être amenée à justifier de son respect des procédures d'inspection par la communication aux autorités de tutelle ou organisme d'accréditation d'informations issues de ses rapports de mission, ce que le client accepte expressément.

Hors les cas visés ci-avant, aucune information obtenue dans le cadre de l'exécution de ses missions n'est communiquée par SOCOTEC CONSTRUCTION sans, selon le cas, l'autorisation du client ou que ce dernier en soit préalablement informé.

## **ARTICLE 8 - PROPRIETE INTELLECTUELLE**

**8.1** Le client n'acquiert pas, par la signature de la convention, la propriété des méthodes et outils de SOCOTEC CONSTRUCTION utilisés ou mis au point à l'occasion de la réalisation de la mission. En conséquence, le client s'engage à ne pas utiliser les méthodes et les outils de SOCOTEC CONSTRUCTION pour un usage autre que celui initialement prévu dans le cadre de la mission.

L'utilisation, la reproduction, la représentation d'une quelconque manière de la marque ou du logo "SOCOTEC" est strictement interdite sauf obtention de l'accord écrit et préalable de la part de SOCOTEC CONSTRUCTION.

Par ailleurs, il ne saurait être fait état des avis émis par SOCOTEC CONSTRUCTION que par publication ou communication in extenso.

**8.2** Spécificités des marques d'accréditation du Cofrac

L'utilisation, la reproduction, la représentation d'une quelconque manière du ou des logo(s) du Cofrac relatif(s) à ou aux accréditation(s) de SOCOTEC CONSTRUCTION est strictement interdite sauf obtention de l'accord écrit et préalable de la part de SOCOTEC CONSTRUCTION.

## **ARTICLE 9 – HONORAIRES**

**9.1** La rémunération de SOCOTEC CONSTRUCTION est fixée en fonction de l'importance, de la nature, de la durée des prestations et, d'une manière générale, en fonction des éléments d'information fournis par le client sur les conditions d'exécution de la mission.

Tous les documents nécessaires à l'exercice de la mission sont adressés à SOCOTEC CONSTRUCTION en langue française sur support papier.

Les frais de traduction et/ou ceux inhérents à l'édition de documents fournis sur support informatique ne sont pas compris dans le montant des honoraires et frais fixés dans la convention et font l'objet, le cas échéant, d'une facturation complémentaire.

Les rapports ou autres documents sont fournis en deux exemplaires au maximum, tout exemplaire supplémentaire sera facturé en sus.

Les prix s'entendent hors taxes. Le montant des taxes, au taux en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, vient s'ajouter aux honoraires des factures présentées.

Les factures émises par SOCOTEC CONSTRUCTION sont payables dès réception.

A défaut de règlement des factures dans un délai d'un mois, ces dernières porteront intérêt de plein droit et sans mise en demeure préalable au taux égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne majoré de 10 points. L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement visée par l'article L.441-6 du code de commerce est fixée à 40 euros, elle est due de plein droit sans préjudice pour SOCOTEC CONSTRUCTION d'exiger une indemnisation complémentaire sur justificatifs des frais supplémentaires engagés.

**9.2** SOCOTEC CONSTRUCTION peut suspendre ses opérations en cas de défaut de paiement de ses honoraires échus. Lorsqu'elle décide de suspendre ses opérations, SOCOTEC CONSTRUCTION signifie sa décision par lettre recommandée. Dans ce cas, il est dû à SOCOTEC CONSTRUCTION la quote-part des honoraires et frais prévus dans la convention correspondant aux prestations déjà fournies.

## CONDITIONS D'INTERVENTION CI-SOC-HLCA-4-15 (3/3)

**9.3** Lorsque les honoraires sont fixés forfaitairement ou à la vacation, le montant du forfait ou de la vacation prévu à la convention est révisable en fonction de la variation de l'index prévu aux conditions particulières de la convention. En conséquent, chaque acompte ou vacation est dans les limites fixées par la réglementation, calculé avec un coefficient de révision égal au rapport du dernier index paru à la date de la signature de la convention et de l'index paru à la date d'établissement de la facture.

**ARTICLE 10 - RESILIATION**

En cas d'inexécution des prestations ou de manquement de l'une des parties à ses obligations contractuelles, la présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec avis de réception trente (30) jours après une mise en demeure restée infructueuse.

**ARTICLE 11 - CONVENTION DE PREUVE**

Les rapports et avis par lesquels SOCOTEC CONSTRUCTION rend compte de sa mission sont adressés au client et, le cas échéant, diffusés aux tiers concernés sur support papier ou par envoi sous forme numérisée. Les deux modes valent preuves. Dans le cas où un même document est adressé selon les deux modes, seule la version papier vaut preuve.

**ARTICLE 12 - LEGISLATION APPLICABLE - REGLEMENT DES DIFFERENDS**

La convention est régie par le droit français.

En cas de litige, les parties s'engagent à se rapprocher afin de trouver les solutions d'un règlement amiable.

Il est convenu qu'en cas d'échec, les juridictions françaises sont seules compétentes pour connaître du litige quel que soit le lieu d'exécution de la mission, même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.



## **MISSION RELATIVE AUX ESSAIS DE PERMEABILITE A L'AIR DES BATIMENTS**

### **ARTICLE 1 – OBJET DE LA MISSION**

La mission a pour objet de visualiser et quantifier les infiltrations d'air parasites de l'enveloppe d'un bâtiment.

Les types de mesures ou essais à effectuer, leur nombre, les règles d'échantillonnage éventuelles, ainsi que le référentiel normatif applicable au bâtiment ou à la partie de bâtiment concerné sont précisés dans la lettre de proposition adressée au client.

### **ARTICLE 2 – CONTENU DE LA MISSION**

L'intervention de SOCOTEC CONSTRUCTION porte sur des bâtiments, ou des parties de bâtiment désignés dans les conditions particulières de la convention ou la proposition et comporte les prestations suivantes :

- planification de la mission en fonction des conditions climatiques et de réalisation de l'essai requises,
- recueil des données utiles sous format papier telles que SHON, SHAB, Atbât (somme des surfaces des parois déperditives hors planchers bas de l'enveloppe considérée), volumes, plans à l'échelle, note de calcul thermique RT et synthèse,
- obturation des entrées d'air volontaires et bouches d'extraction,
- mise en place de l'appareil de mesure dans un des ouvrants,
- mise en dépression et/ou surpression,
- mesure du débit de fuite et valeur de perméabilité à l'air sous 4 Pa ( $Q_4$ Pa-surf) du bâtiment ou partie de bâtiment objet de la mission,
- recherche et visualisation des fuites d'air suivant la méthode retenue par le client dans la proposition,
- rédaction et fourniture du rapport correspondant précisant les résultats des mesures ou essais et les valeurs limites réglementaires ou normatives lorsqu'elles existent, ainsi que le résultat de la recherche de fuites.

L'intervention de SOCOTEC CONSTRUCTION prend fin à la remise du rapport.

### **ARTICLE 3 - PRÉCISIONS COMPLÉMENTAIRES**

Les rapports remis par SOCOTEC CONSTRUCTION constatent une situation existant lors de la réalisation des mesures et/ou essais. SOCOTEC CONSTRUCTION ne saurait donner une quelconque garantie ni engager sa responsabilité quant au maintien dans le temps des valeurs de perméabilité constatées, cette conformité dépendant directement de facteurs liés à l'achèvement des travaux et/ou aux conditions d'utilisation et d'entretien des locaux.

Les mesures, examens et visites auxquels procède SOCOTEC CONSTRUCTION sont effectués exclusivement au regard de l'objet de la mission. La conformité des ouvrages et installations à la réglementation technique et aux normes qui leur sont applicables n'est pas vérifiée par SOCOTEC CONSTRUCTION.

SOCOTEC CONSTRUCTION et les ingénieurs ou techniciens affectés à la mission n'assument en aucune façon la garde des installations, matériels et ouvrages existants sur le lieu d'intervention. Il appartient en conséquence au client de prendre toutes dispositions pour assurer à tout moment la sécurité de ses biens.

Les dates d'intervention sont convenues à l'avance entre le client et SOCOTEC CONSTRUCTION.

La partie qui prend l'initiative d'un report, en informera l'autre, au moins deux semaines avant la date prévue.

Le client est tenu de reporter la prestation si le bâtiment ou la partie de bâtiment n'est pas dans un état d'achèvement permettant l'essai de perméabilité à l'air. A défaut d'une telle demande de report, SOCOTEC CONSTRUCTION se réserve de facturer les frais engagés.

### **ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU CLIENT**

Le client s'engage à :

- assurer aux personnels de SOCOTEC CONSTRUCTION un accès en toute sécurité au bâtiment ou à la partie de bâtiment objet de la mission,
- fournir à SOCOTEC CONSTRUCTION tous les documents et justificatifs nécessaires à l'exécution de sa mission,
- prendre les dispositions nécessaires afin d'assurer la protection des appareils de mesures et leur non déplacement pendant toute la durée des mesures,
- mettre à disposition le courant électrique et l'eau dans le local à mesurer,
- désigner, parmi les personnes relevant de son autorité, un responsable qui sera l'interlocuteur de SOCOTEC CONSTRUCTION lors de l'exécution de la mission,
- mettre à disposition une personne habilitée à arrêter et à remettre en fonctionnement l'installation de ventilation mécanique contrôlée,
- interdire et faire respecter l'interdiction d'accès au bâtiment ou à la partie de bâtiment pendant toute la durée de l'intervention de SOCOTEC CONSTRUCTION,
- s'assurer que le bâtiment ou la partie de bâtiment objet de la mesure est à un état d'achèvement permettant la mesure.

### **ARTICLE 5 – LIMITES DE LA MISSION**

Ne relèvent pas de la présente mission mais peuvent faire l'objet de prestations complémentaires :

- l'analyse technique de l'origine des fuites d'air constatées,
- la quantification de chaque débit de fuite d'air occasionné par les défauts de perméabilité identifiés,

- la proposition de solutions techniques de réduction ou de suppression des défauts de perméabilité à l'air constatés.

## **ARTICLE 6 : HYGIENE ET SECURITE**

Conformément aux dispositions des articles R.4511-1 à R.4514-10 du code du travail, il appartient au client de définir et de porter à la connaissance de SOCOTEC CONSTRUCTION les mesures d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans son établissement par une entreprise extérieure afin que soit établie une analyse des risques et, le cas échéant, le plan de prévention visé par l'article R.4512-7 dudit code.

En particulier, il incombe au client de déclarer les risques spécifiques liés à l'activité de l'établissement auxquels le personnel de SOCOTEC CONSTRUCTION peut être exposé lors de l'exécution de sa mission, notamment les risques résultant d'une exposition à des rayonnements ionisants, à des substances et préparations dangereuses, à des agents biologiques, à une atmosphère confinée ainsi que le risque de noyade et de chute de hauteur, et d'indiquer les mesures de prévention prévues pour y faire face.

### CONDITIONS D'INTERVENTION CI-SOC-MKAA-8-18 (2/3)

Lorsque ces mesures de prévention consistent en l'utilisation d'équipements de protection individuelle (EPI) spéciaux (vêtements spécifiques, masque...), il appartient au client d'informer SOCOTEC CONSTRUCTION à la signature de la convention de la nature précise de ces EPI.

## **ARTICLE 7 : RESPONSABILITE**

La responsabilité de SOCOTEC CONSTRUCTION est celle d'un prestataire de service assujetti à une obligation de moyens.

Elle ne saurait être engagée au delà de dix fois le montant des honoraires perçus au titre de la mission confiée à SOCOTEC CONSTRUCTION, sans pouvoir dépasser 1, 5 million d'euros.

La responsabilité de SOCOTEC CONSTRUCTION ne peut être engagée que dans la mesure de ses propres fautes professionnelles. Elle ne saurait donc être tenue responsable, ni solidairement ni in solidum, des fautes commises par d'autres intervenants.

SOCOTEC CONSTRUCTION est titulaire d'une assurance de responsabilité professionnelle (justificatif sur demande du client).

## **ARTICLE 8 - CONFIDENTIALITE**

Les informations communiquées à SOCOTEC CONSTRUCTION à l'occasion de l'exécution de ses missions d'inspection sont considérées comme confidentielles s'il n'est disposé autrement par la loi, les règlements ou les règles de preuve en matière procédurale.

En sa qualité d'organisme d'inspection tierce partie, SOCOTEC CONSTRUCTION peut être amenée à justifier de son respect des procédures d'inspection par la communication aux autorités de tutelle ou organisme d'accréditation d'informations issues de ses rapports de mission, ce que le client accepte expressément.

Hors les cas visés ci-avant, aucune information obtenue dans le cadre de l'exécution de ses missions n'est communiquée par SOCOTEC CONSTRUCTION sans, selon le cas, l'autorisation du client ou que ce dernier en soit préalablement informé.

## **ARTICLE 9 - PROPRIETE INTELLECTUELLE**

**9.1** Le client n'acquiert pas, par la signature de la convention, la propriété des méthodes et outils de SOCOTEC CONSTRUCTION utilisés ou mis au point à l'occasion de la réalisation de la mission. En conséquence, le client s'engage à ne pas utiliser les méthodes et les outils de SOCOTEC CONSTRUCTION pour un usage autre que celui initialement prévu dans le cadre de la mission.

L'utilisation, la reproduction, la représentation d'une quelconque manière de la marque ou du logo "SOCOTEC" est strictement interdite sauf obtention de l'accord écrit et préalable de la part de SOCOTEC CONSTRUCTION.

Par ailleurs, il ne saurait être fait état des avis émis par SOCOTEC CONSTRUCTION que par publication ou communication in extenso.

**9.2** Spécificités des marques d'accréditation du Cofrac

L'utilisation, la reproduction, la représentation d'une quelconque manière du ou des logo(s) du Cofrac relatif(s) à ou aux accréditation(s) de SOCOTEC CONSTRUCTION est strictement interdite sauf obtention de l'accord écrit et préalable de la part de SOCOTEC CONSTRUCTION.

## **ARTICLE 10 : HONORAIRES ET FRAIS**

**10.1** La rémunération de SOCOTEC CONSTRUCTION est fixée en fonction de l'importance, de la nature, de la durée des prestations et, d'une manière générale, en fonction des éléments d'information fournis par le client sur les conditions d'exécution de la mission.

Tous les documents nécessaires à l'exercice de la mission sont adressés à SOCOTEC CONSTRUCTION en langue française sur support papier.

Les frais de traduction et/ou ceux inhérents à l'édition de documents fournis sur support informatique ne sont pas compris dans le montant des honoraires et frais fixés dans la convention et font l'objet, le cas échéant, d'une facturation complémentaire.

Les rapports ou autres documents sont fournis en deux exemplaires au maximum, tout exemplaire supplémentaire sera facturé en sus.

Les prix s'entendent hors taxes. Le montant des taxes, au taux en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, vient s'ajouter aux honoraires des factures présentées.

Les factures émises par SOCOTEC CONSTRUCTION sont payables dès réception.

A défaut de règlement des factures dans un délai d'un mois, ces dernières porteront intérêt de plein droit et sans mise en demeure préalable au taux égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne majoré de 10 points. L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement visée par l'article L.441-6 du code de commerce est fixée à 40 euros, elle est due de plein droit sans préjudice pour SOCOTEC CONSTRUCTION d'exiger une indemnisation complémentaire sur justificatifs des frais supplémentaires engagés.

**10.2** SOCOTEC CONSTRUCTION peut suspendre ses opérations en cas de défaut de paiement de ses honoraires échus. Lorsqu'elle décide de suspendre ses opérations, SOCOTEC CONSTRUCTION signifie sa décision par lettre recommandée. Dans ce cas, il est dû à SOCOTEC CONSTRUCTION la quote-part des honoraires et frais prévus dans la convention correspondant aux prestations déjà fournies.

**10.3** Lorsque les honoraires sont fixés forfaitairement ou à la vacation, le montant du forfait ou de la vacation prévu à la convention est révisable en fonction de la variation de l'index prévu aux conditions particulières de la convention. En conséquence, chaque acompte ou vacation est dans les limites fixées par la réglementation, calculé avec un coefficient de révision égal au rapport du dernier index paru à la date de la signature de la convention et de l'index paru à la date d'établissement de la facture.

## **ARTICLE 11 - RESILIATION**

En cas d'inexécution des prestations ou de manquement de l'une des parties à ses obligations contractuelles, la présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec avis de réception trente (30) jours après une mise en demeure restée infructueuse.

## **ARTICLE 12 - CONVENTION DE PREUVE**

Les rapports et avis par lesquels SOCOTEC CONSTRUCTION rend compte de sa mission sont adressés au client et, le cas échéant, diffusés aux tiers concernés sur support papier ou par envoi sous forme numérisée. Les deux modes valent preuves. Dans le cas où un même document est adressé selon les deux modes, seule la version papier vaut preuve.

## **ARTICLE 13 - TRAITEMENT DES RECLAMATIONS**

Une procédure relative au traitement des réclamations a été mise en place au sein de SOCOTEC CONSTRUCTION. Cette procédure est mise à la disposition de tout intéressé sur demande adressée à la direction qualité à l'adresse suivante : [dqi@socotec.com](mailto:dqi@socotec.com).

CONDITIONS D'INTERVENTION CI-SOC-MKAA-8-18 (3/3)

## **ARTICLE 14 - LEGISLATION APPLICABLE - REGLEMENT DES DIFFERENDS**

La convention est régie par le droit français.

En cas de litige, les parties s'engagent à se rapprocher afin de trouver les solutions d'un règlement amiable.

Il est convenu qu'en cas d'échec, les juridictions françaises sont seules compétentes pour connaître du litige quel que soit le lieu d'exécution de la mission, même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.

## CONDITIONS D'INTERVENTION CI-SOC-KDAB-7-18 (1/4)

**MISSION DE COORDINATION SPS NIVEAU 2 – CONDITIONS D'INTERVENTION****ARTICLE 1 : OBJET DE LA MISSION**

La mission a pour objet d'assurer la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, prévue par les dispositions législatives et réglementaires des chapitres 2, titres 3, livres 5, quatrièmes parties du code du travail, aux fins de contribuer à prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises ou travailleurs indépendants.

La mission s'exerce en phase conception, étude et élaboration du projet de l'ouvrage et en phase réalisation de l'ouvrage.

**ARTICLE 2 : CONTENU DE LA MISSION**

Aux fins précisées à l'article L.4532-2 du code du Travail, SOCOTEC effectue les prestations suivantes.

**2.1.** Au cours de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet de l'ouvrage, SOCOTEC :

- Elabore le plan général de coordination prévu à l'article
- L.4532-8 du code du Travail à partir des informations qui lui sont fournies sur le nombre des entreprises intervenantes et la répartition des lots entre elles.
- Constitue le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage, en procédant au récolement des pièces constitutives de ce dossier, visées à l'article R.4532-95 du code du travail. Il est précisé que le dossier de maintenance des lieux de travail, prévu à l'article R.4211-3 du code du Travail, est transmis par le maître de l'ouvrage à SOCOTEC pour intégration au dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.
- Ouvre le registre-journal de coordination.
- Propose au maître d'ouvrage une répartition, entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier, des obligations relatives à la mise en place et à l'utilisation de protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires au chantier, des installations générales.

**2.2.** Au cours de la phase de réalisation de l'ouvrage, SOCOTEC, aux fins d'organiser la coordination des activités simultanées ou successives des différentes entreprises en matière de sécurité et de santé des travailleurs :

- Procède, préalablement à l'intervention des entreprises, à une inspection commune du chantier, afin de leur exposer les mesures de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération et les dispositions arrêtées pour l'utilisation des moyens communs.
- Examine les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé pour ce qui se rapporte aux activités simultanées ou successives des différentes entreprises et communique à chacun des entrepreneurs qui en fait la demande les plans particuliers des autres entreprises.
- Veille, au cours de visites de chantier, à l'application des mesures de coordination définies dans le plan général de coordination.
- Tient à jour et adapte le plan général de coordination.
- Met à jour le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.
- Prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.
- En cas d'intervention sur un chantier situé à l'intérieur ou à proximité d'un établissement en activité, tient compte des interférences du chantier et de l'activité de cet établissement, en fonction des risques portés à sa connaissance par le chef d'établissement.
- Consigne sur le registre-journal de la coordination ses observations, comptes rendus d'inspections communes, noms et adresses des entreprises.

A la fin de la phase de réalisation, SOCOTEC complète, en tant que de besoin, le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage et le transmet au maître de l'ouvrage.

**ARTICLE 3 - AUTORITE ET MOYENS DE SOCOTEC**

Le maître de l'ouvrage prend les dispositions prévues aux articles R.4532-6 à R.4532-8 du code du Travail auprès des différents intervenants à la construction en vue d'assurer à SOCOTEC l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission.

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître de l'ouvrage autorise SOCOTEC à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

En cas de difficultés, SOCOTEC avertit le maître de l'ouvrage afin que celui-ci prenne les dispositions qu'il estime justifiées.

Dans ses interventions, SOCOTEC ne dispose d'aucun pouvoir de commandement à l'égard du personnel des entreprises et ne se substitue pas à celles-ci en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque, dans le cadre de sa mission, le coordonnateur détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée au registre-journal. Les reprises de chantier, décidées par le maître d'ouvrage,

après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre-journal.

Les moyens que le maître de l'ouvrage met à la disposition de SOCOTEC pour lui permettre de réaliser sa mission consistent en des temps d'intervention pour l'assistance à des réunions de travail, l'établissement de documents, l'examen des documents qui lui sont communiqués et la réalisation de visites de chantier.

Ces moyens sont pris en compte dans le budget de prestations figurant aux conditions particulières de la convention.

En outre, le cas échéant, les conditions particulières précisent les dispositions matérielles sur le chantier nécessaires à l'exercice de la mission de coordination, telles que fourniture d'un bureau, mise à disposition d'une ligne téléphonique.

#### **ARTICLE 4 - MODALITES DE LA PRESENCE DE SOCOTEC EN PHASE DE CONCEPTION DU PROJET ET DE REALISATION DE L'OUVRAGE**

Au cours de la phase de conception du projet et de réalisation de l'ouvrage, SOCOTEC assiste à des réunions de travail. Sa présence sur le chantier se traduit, en outre, par des visites de chantier.

La participation de SOCOTEC aux rendez-vous de chantier organisés par la maîtrise d'œuvre n'est pas systématique. Les conditions particulières de la convention précisent les modalités de la présence de SOCOTEC aux réunions de travail susvisées et celles de sa présence sur le chantier pendant la phase de réalisation de l'ouvrage.

L'estimation du temps passé prévu par la convention recouvre le temps de présence sur le chantier, le temps de déplacement ainsi que, le cas échéant, celui nécessaire à l'établissement ou à l'actualisation de documents.

#### **ARTICLE 5 - MODALITES PRATIQUES**

Pour permettre l'exercice de la mission de coordination, le maître de l'ouvrage :

- Informe tous les intervenants à la construction des dispositions qui les concernent dans le présent contrat.
- Communique à SOCOTEC, avant l'ouverture du chantier, la liste de l'ensemble des entreprises y compris sous-traitantes, appelées à intervenir sur le chantier ainsi que, le cas échéant, préalablement à l'intervention de toute nouvelle entreprise, les compléments ou modifications apportés à cette liste.
- Lui fournit sans frais, et en tenant compte des délais nécessaires à ses opérations, tous renseignements et documents techniques utiles à l'accomplissement de sa mission, ainsi que toutes pièces modificatives.
- Le prévient, en temps utile, des dates de commencement des travaux de chaque entreprise intervenante et, le cas échéant, en cas de suspension, des dates de reprise des travaux ainsi que de toute modification du programme initial de l'opération et du calendrier d'exécution des travaux.
- Lui communique la date de réception de l'ouvrage.

Tous les documents nécessaires à l'exercice de la mission sont adressés à SOCOTEC en langue française sur support papier. Les frais de traduction et/ou ceux inhérents à l'édition de documents fournis sur support informatique ne sont pas compris dans le montant des honoraires et frais fixés dans la convention et font l'objet, le cas échéant, d'une facturation complémentaire.

#### **ARTICLE 6 - LIMITES DE LA MISSION**

La mission de SOCOTEC débute à la signature de la convention de coordination par le maître de l'ouvrage et se termine à la réception de l'ouvrage. Les interventions éventuelles de SOCOTEC pendant l'année de garantie de parfait achèvement sont hors du champ de la présente mission.

La mission de SOCOTEC est indépendante de toute mission pouvant concerner la sécurité des personnes dans l'utilisation des équipements et ouvrages achevés.

La mission de SOCOTEC ne porte pas sur les risques découlant d'un défaut de stabilité ou de résistance des ouvrages ou parties d'ouvrage, y compris en phase provisoire de travaux. Il appartient aux intervenants concernés de prendre les dispositions propres à assurer cette stabilité ou cette résistance, y compris en matière de résistance de sol.

La réalisation de sondages et diagnostics destinés à la détection des risques liés à la présence d'amiante et aux pollutions ne relève pas de la présente mission. Il appartient au maître de l'ouvrage de fournir à SOCOTEC les informations qu'il possède à ce titre et, le cas échéant, de faire procéder aux investigations nécessaires.

Les vérifications réglementaires auxquelles peuvent être assujettis certains équipements, appareils ou installations sur le chantier (appareils de levage, installations électriques, appareils sous pression, engins de chantier,...) ne relèvent pas des prestations de SOCOTEC. Celle-ci vérifie sur registre que ces vérifications réglementaires ont été effectuées.

Ne relèvent pas de la mission de SOCOTEC :

- L'établissement de la déclaration préalable visée à l'article L.4532-1 du code du Travail,
- L'établissement du dossier de maintenance des lieux de travail prévu à l'article R.4211-3 du code du Travail,
- L'assistance aux entreprises en vue de l'élaboration des plans particuliers de sécurité en application de l'article L.4532-9 du code du Travail.
- La participation au constat de l'état des ouvrages avoisinants ou existants y compris dans le cadre d'un référé préventif.
- Les honoraires de la mission de coordination n'incluent pas la prise en charge des coûts directs ou indirects des mesures de prévention nécessaires à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

#### **ARTICLE 7 - RESPONSABILITES**

La mission de coordination, objet du présent contrat, est une prestation intellectuelle de service. Cette intervention ne modifie pas la nature et l'étendue des obligations et des responsabilités qui incombent à chacun des participants à l'opération de bâtiment ou de génie civil en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs. La responsabilité de SOCOTEC est celle d'un prestataire assujetti à une obligation de moyens.

La responsabilité de SOCOTEC ne peut être engagée que dans la mesure de ses propres fautes professionnelles. Elle ne saurait donc être tenue responsable, ni solidairement ni in solidum, des fautes commises par d'autres intervenants.

SOCOTEC est titulaire d'une assurance de responsabilité professionnelle (justificatif sur demande du client).

## **ARTICLE 8 - COORDONNATEURS PERSONNES PHYSIQUES**

La mission confiée à SOCOTEC sera exécutée par les personnes physiques, membres de son personnel et disposant de la compétence requise en application des articles R.4532-23 et suivants du code du Travail, qui sont désignées dans les conditions particulières de la convention.

Dans le cas où l'une de ces personnes deviendrait indisponible ou ne ferait plus partie des salariés de SOCOTEC, le nom du nouveau représentant sera communiqué par SOCOTEC au maître de l'ouvrage ainsi que, sur demande, les justificatifs de compétence.

## **ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITE**

Les informations communiquées à SOCOTEC à l'occasion de l'exécution de ses missions d'inspection sont considérées comme confidentielles s'il n'est disposé autrement par la loi, les règlements ou les règles de preuve en matière procédurale.

En sa qualité d'organisme d'inspection tierce partie, SOCOTEC peut être amenée à justifier de son respect des procédures d'inspection par la communication aux autorités de tutelle ou organisme d'accréditation d'informations issues de ses rapports de mission, ce que le client accepte expressément.

Hors les cas visés ci-avant, aucune information obtenue dans le cadre de l'exécution de ses missions n'est communiquée par SOCOTEC sans, selon le cas, l'autorisation du client ou que ce dernier en soit préalablement informé.

## **ARTICLE 10 - PROPRIETE INTELLECTUELLE**

**10.1.** Le client n'acquiert pas, par la signature de la convention, la propriété des méthodes et outils de SOCOTEC utilisés ou mis au point à l'occasion de la réalisation de la mission. En conséquence, le client s'engage à ne pas utiliser les méthodes et les outils de SOCOTEC pour un usage autre que celui initialement prévu dans le cadre de la mission.

L'utilisation, la reproduction, la représentation d'une quelconque manière de la marque ou du logo "SOCOTEC" est strictement interdite sauf obtention de l'accord écrit et préalable de la part de SOCOTEC.

Par ailleurs, il ne saurait être fait état des avis émis par SOCOTEC que par publication ou communication in extenso.

**10.2.** Spécificités des marques d'accréditation du Cofrac

L'utilisation, la reproduction, la représentation d'une quelconque manière du ou des logo(s) du Cofrac relatif(s) à ou aux accréditation(s) de SOCOTEC est strictement interdite sauf obtention de l'accord écrit et préalable de la part de SOCOTEC.

## **ARTICLE 11 - HONORAIRES D'INTERVENTION**

**11.1.** Les honoraires de SOCOTEC sont fixés en considération des éléments d'information fournis par le maître de l'ouvrage sur le nombre des entreprises, y compris sous-traitantes, appelées à intervenir sur le chantier, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier, la durée présumée des travaux, ainsi que la nature de l'opération de bâtiment ou de génie civil.

Si des changements interviennent, les parties contractantes procéderont par avenant à la présente convention ou par simple échange de courriers, aux adaptations qui en découlent afin d'ajuster les moyens mis à disposition du coordonnateur.

**11.2.** Lorsque les honoraires sont fixés forfaitairement ou à la vacation, le montant du forfait ou de la vacation prévu à la convention est révisable en fonction de la variation de l'index ingénierie. En conséquence, chaque acompte ou vacation est, dans les limites fixées par la réglementation, calculé avec un coefficient de révision égal au rapport du dernier index paru à la date de signature de la convention et de l'index paru à la date d'établissement de la facture.

**11.3.** Le paiement des honoraires et frais est effectué au comptant et conformément aux modalités prévues dans la convention.

L'obligation de payer les honoraires et frais revenant à SOCOTEC étant inconditionnelle, le paiement ne peut en être différé en raison d'une divergence sur le point de vue technique exprimé par SOCOTEC ou d'un différend entre le maître de l'ouvrage et ses maître d'oeuvre, ingénieurs et entrepreneurs, ou entre deux ou plusieurs de ces personnes.

A défaut de règlement des factures dans un délai d'un mois, ces dernières porteront intérêt de plein droit et sans mise en demeure préalable au taux égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne majoré de 10 points. L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement visée par l'article L.441-6 du code de commerce est fixée à 40 euros, elle est due de plein droit sans préjudice pour SOCOTEC d'exiger une indemnisation complémentaire sur justificatifs des frais supplémentaires engagés.

**11.4.** SOCOTEC peut suspendre ses opérations en cas de défaut de paiement de ses honoraires échus. Lorsqu'elle décide de suspendre ses opérations, SOCOTEC signifie sa décision au maître de l'ouvrage par lettre recommandée. Dans ce cas, il est dû à SOCOTEC la quote-part des honoraires et frais prévus dans la convention, correspondant aux prestations déjà fournies.

**11.5.** Les honoraires de SOCOTEC sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée. Le montant de cette taxe, au taux applicable lors du règlement, vient s'ajouter au montant des honoraires convenu.

**11.6.** Lorsque des modifications interviennent quant à la destination ou à la nature des ouvrages, ou lorsque les entreprises et/ou le maître d'œuvre présentent des variantes, il est dû à SOCOTEC un complément d'honoraires calculé au temps passé.

**11.7.** Un dépassement de la durée d'exécution des travaux de plus de 10 % ouvre droit à un supplément d'honoraires déterminé par application d'un coefficient égal à 70 % du pourcentage de dépassement.

**11.8.** Dans le cas ou, à la demande du Maître d'ouvrage, SOCOTEC réalise au titre de l'opération de construction dans le cadre des conditions générales visées ci-avant, des prestations supplémentaires, celles-ci seront rémunérées au tarif HT de la vacation journalière.



**ARTICLE 12 - RESILIATION**

En cas d'inexécution des prestations ou de manquement de l'une des parties à ses obligations contractuelles, la présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec avis de réception trente (30) jours après une mise en demeure restée infructueuse.

**ARTICLE 13 - CONVENTION DE PREUVE**

Les rapports et avis par lesquels SOCOTEC rend compte de sa mission sont adressés au client et, le cas échéant, diffusés aux tiers concernés sur support papier ou par envoi sous forme numérisée. Les deux modes valent preuves. Dans le cas où un même document est adressé selon les deux modes, seule la version papier vaut preuve.

**ARTICLE 14 - TRAITEMENT DES RECLAMATIONS**

Une procédure relative au traitement des réclamations a été mise en place au sein de SOCOTEC. Cette procédure est mise à la disposition de tout intéressé sur demande adressée à la direction qualité à l'adresse suivante : [dqi@socotec.com](mailto:dqi@socotec.com).

**ARTICLE 15 - LEGISLATION APPLICABLE - REGLEMENT DES DIFFERENDS**

La convention est régie par le droit français.

En cas de litige, les parties s'engagent à se rapprocher afin de trouver les solutions d'un règlement amiable.

Il est convenu qu'en cas d'échec, les juridictions françaises sont seules compétentes pour connaître du litige quel que soit le lieu d'exécution de la mission, même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.

## CV des intervenants

# Patrick SALGUES



AGENCE CONTRÔLE CONSTRUCTION NIORT  
INGENIEUR GENERALISTE – CHARGE D'AFFAIRES

## DOMAINES DE COMPETENCE

- Toutes disciplines techniques de la construction (Structures, Charpentes, Clos et Couvert, Second œuvre)
- Réglementation sécurité incendie dans tous types de constructions (ERP, Code du Travail, Habitation)
- Contrôle réglementaire des constructions : Accessibilité Handicapés, Acoustique...

## FORMATION INITIALE

- Ingénieur INSA Toulouse – Option Génie Civil – Structures – Promotion 1982 -

## FORMATION COMPLEMENTAIRE

- Sécurité incendie dans les ERP
- Agrément Ministère de l'Intérieur pour la Sécurité contre l'Incendie dans les ERP – 3<sup>ème</sup> nature – Agrément du 24 octobre 1990

## ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE

- 1985 – 1998 : Contrôleur Technique SOCOTEC – Agence de NIORT
- Depuis 1998 : Directeur de l'Agence Contrôle Construction de l'Agence de NIORT

## REFERENCES PERSONNELLES

- Nombreuses missions relatives à la Solidité des ouvrages, à la Sécurité des personnes contre l'incendie, à l'Accessibilité des personnes handicapées sur des projets de tous types et toutes tailles dont :

## BATIMENTS TERTIAIRES

- MAAF – Le Narval, Le Marsouin, le Zéphir – CHAURAY
- MACIF DTI, Pôle Services, Nouveau Siège, IDF, le Concerto – NIORT
- MAIF Centres de Gestion – CHAURAY et BESSINES
- IMA Bâtiments I et L – NIORT
- Hôtel Administratif – NIORT
- Hôtel du Département – NIORT
- SMACL Immeuble Noron – NIORT
- CPAM Siège Social – BESSINES

## BATIMENTS CULTURELS

- Espace Tartalin – AIFFRES
- Espace Agapit – ST MAIXENT L'ECOLE
- Bocapôle – BRESSUIRE
- Halle de la Sèvre, Halle des Peupliers, Centre de Rencontres – NIORT NORON
- Complexe cinémas CGR La Brèche – NIORT
- Musée d'Agesci – NIORT
- Salle l'Acclameur – NIORT

## BATIMENTS SPORTIFS

- Complexes sportifs – CELLES SUR BELLE – LA MOTHE SAINT HERAY – PRAHECQ
- Complexe aquatique – CHAURAY
- Complexe aquatique Gatinéo – PARTHENAY
- Pôle sports – NIORT
- Halle de sports – AIFFRES

## BATIMENTS SCOLAIRES

- Lycée Jean-Macé – NIORT
- Lycée Les Grippeaux – PARTHENAY
- Collège Rabelais – NIORT
- Collège Jean Zay – NIORT

## BATIMENTS INDUSTRIELS

- Usine SPP – LA CRECHE
- Entrepôt Système U – PRAHECQ
- Entrepôts frigorifiques Sofrimaix – STE EANNE
- Usine SFP – CHATILLON SUR THOUET

## BATIMENTS COMMERCIAUX

- Centres Leclerc – THOUARS – PARTHENAY – BRESSUIRE
- Intermarchés – AIRVAULT – NIORT – ST LEGER DE LA MARTINIERE
- Bâtiments zone commerciale La Mude – BESSINES
- Rétail Parc Les Grands Philambins – CHASSENEUIL DU POITOU
- Bâtiments commerciaux Pont d'Ouit – BRESSUIRE



#### BATIMENTS DE SANTE

- Centre Hospitalier : Urgences – Pôle Femme-Mère-Enfant – **NIORT**
- Hôpital – **SAINT MAIXENT L'ECOLE**
- Centre de rééducation Grand Feu – **NIORT**
- Maison de convalescence Logis des Francs – **CHERVEUX**
- Maisons de retraite, EHPAD – **MENIGOUTE – FAYE L'ABBESSE – CHICHE – NIORT** (Ribray, Orpéa) – **CELLES S/BELLE – CHERVEUX – SECONDIGNY – BRIOUX S/BOUTONNE – CHAMPDENIERS – MONCOUTANT – CHAURAY – LA MOTHE ST HERAY – Sacré Cœur – NIORT**

#### RESTAURANTS D'ENTREPRISES, CANTINES

- Restaurant Inter Administratif – **VILLE DE NIORT**
- Restaurant Centre Hospitalier – **NIORT**
- Restaurant Groupama – **NIORT**
- Restaurant MAAF – **NIORT**
- Restaurant Pôles Service MACIF – **NIORT**
- Restaurant CPAM – **NIORT**
- Restaurant MUTAVIE – **BESSINES**

#### BATIMENTS CULTUELS

- Monastère Carmélites – **BESSINES**
- Eglise Saint Jean-Baptiste – **NIORT**

#### DIVERS

- Usine de Méthanisation TIPER – **THOUARS**
- Chaufferie centrale Centre Hospitalier – **NIORT**
- Parcs de stationnements couverts LECLERC – **NIORT**

#### HÔTELS

- Hôtel Mercure – **NIORT**
- Hôtel de la Brèche – **NIORT**
- Hôtel B&B – **NIORT**

#### IMMEUBLES D'HABITATION

- Immeuble SA d'HLM Alsace Lorraine - **NIORT**

#### DIAGNOSTICS ACCESSIBILITE VOIRIES ET BATIMENTS

- PMAV (8 communes) – **COMMUNAUTE DE COMMUNES VAL DE SEVRE**

# Ludovic GOUZY



AGENCE CONTRÔLE CONSTRUCTION NIORT  
INGENIEUR CONTRÔLE CONSTRUCTION

## DOMAINES DE COMPETENCE

### Génie Civil :

- Toutes disciplines techniques de la construction, Diagnostics techniques pour la construction et la réhabilitation

### Sécurité Incendie :

- Réglementation sécurité incendie dans les ERP

### Accessibilité :

- Diagnostics sur bâtiments existants et attestation HANDCO
- Aide à la rédaction d'AD'AP

## FORMATION INITIALE

- **2008** – Master Génie Civil et Infrastructures option Bâtiment – SAINT NAZAIRE
- **2006** – Licence Sciences et Techniques pour l'Ingénieur – SAINT NAZAIRE
- **2004** – Diplôme Universitaire de Technologie Génie Civil – SAINT NAZAIRE

## REFERENCES PERSONNELLES

- Depuis Octobre 2008, Ingénieur Généraliste Construction à l'Agence SOCOTEC de NIORT :

### SOLIDITE

- 70 logements Les Jardins du Millénaire – NIORT
- Usine de cintrage PVC – STE SOULLE
- Immeuble BATIPRO – NIORT
- Charpente salle des fêtes – CHEY
- Tribunes du stade – COURLAY
- Charpente salle polyvalente – VOUILLE

### SECURITE INCENDIE

- Ecole Jean Moulin – CERIZAY
- Etablissement Les Terrasses – NIORT
- 6 cellules commerciales – STE VERGE
- Salle des fêtes – POUFFONDS
- Restaurant scolaire – GLENAY
- Hôtel Relais du Poitou – ST REMY
- Gymnase – BESSINES

## LOGEMENTS

- 173 logements avenue de Nantes – NIORT
- 8 logements locatifs – CHAURAY
- 9 logements – CHEF BOUTONNE
- Réhabilitation de 3 immeuble – NIORT
- 44 logements SORIM – NIORT

## SALLES POLYVALENTES

- Salle des fêtes – MISSÉ
- Salle de gym et éducation – NANTEUIL
- Salle polyvalente – POUFFONDS
- Salle des fêtes – LUSSEY

## ENSEIGNEMENT

- Collège Marchioux – PARTHENAY
- Foyer Ernest Pérochon – NIORT
- Lycée horticole Ste Pezenne – NIORT
- Ecole Jean Moulin – CERIZAY
- Ecole et restaurant scolaire – GLENAY

## ACCESSIBILITE BÂTIMENTS EXISTANTS

- Diagnostic bâtiments communaux – PARTHENAY
- Diagnostic MFR 79 (8 sites)
- Diagnostic bâtiments – CHAURAY
- Diagnostic parkings SOPAC – NIORT
- Diagnostic Intermarché – CELLES S/BELLE & MELLE
- Diagnostic bâtiments MACIF – NIORT
- Diagnostic bâtiments Conseil Général – NIORT
- Diagnostic Lycée Val de Louin – MAULEON
- ERP de la Communauté de Communes du NIORTAIS

## ACCESSIBILITE VOIRIES ET ESPACES PUBLICS

- PAVE commune d'AIFFRES
- PAVE 8 communes de la COMMUNAUTE DE COMMUNES VAL DE SEVRES
- PAVE 11 communes de la COMMUNAUTE DE COMMUNES ESPACE GATINE
- PAVE commune de SAINT SYMPHORIEN
- PAVE commune LES FORGES
- PAVE commune de MAUZE S/LE MIGNON



- PAVE communes de **CHICHE & FAYE L'ABBESSE**
- PAVE 5 communes groupées avec **VASLES**
- PAVE communes de **MELLE & ST MARTIN LES MELLE**

AD'AP

- ERP de la commune de **VER-LES-CHARTRES (28)**
- ERP de la Communauté de Commune du **NIORTAIS**, de l'agglomération du **BOCAGE BRESSUIRAIS**, de la **COMMUNAUTE DE COMMUNES** de **PARTHENAY, GÂTINE**

# Thierry DELABOISSIERE



AGENCE CONTRÔLE CONSTRUCTION NIORT  
AGENT TECHNIQUE THERMicien

## DOMAINES DE COMPETENCE

- Génie climatique / Désenfumage mécanique, Plomberie, Gaz, Fluides médicaux, Fluides spéciaux :
  - Missions sécurité des personnes dans tous type de construction (ERP, Habitat, Industrie)
  - Missions Fonctionnement
  - Diagnostic Sécurité des personnes dans tous types de bâtiments
  - Vérification DSC VMC, GAZ
- Contrôle réglementaire (Thermique RT 2005)
- Diagnostic thermique
- Diagnostic et Assistance aux experts

## FORMATION INITIALE

Baccalauréat Technique F9 : Génie Climatique

## FORMATION COMPLEMENTAIRE

- Sécurité incendie dans les ERP (catégorie D)
- L'énergie dans l'habitat, le tertiaire et l'industrie
- Gaz médicaux et gaz spéciaux
- Réglementation thermique. (RT 2005)
- Diagnostic immobiliers (DPE Gaz)

## AGREMENT QUALIFICATION

. Agrément du Ministère de l'Intérieur pour les vérifications de Sécurité Incendie, de 4ème nature des ERP (agrément du 08 octobre 1987).  
. Certifié dans les domaines relatifs au Diagnostic de Performance Energétique (DPEI) et diagnostic gaz.

## ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE

1979 - 1981 : Bureau d'Etudes PETRE & FILS à BLOIS.  
1981 - 1982 : Service Militaire  
Depuis 1983 : SOCOTEC :  
- Agence de Tours (jusqu'en 1986)  
- Agence de Niort (depuis 1986).

## REFERENCES PERSONNELLES

- ♦ Nombreuses missions relatives à la Solidité des ouvrages et à la Sécurité Incendie (Chauffage, climatisation, gaz, fluides médicaux, désenfumage mécanique), sur des opérations de tous types et de toutes tailles dont, notamment :

## REFERENCES PROFESSIONNELLES

- ♦ Nombreuses missions relatives à la Solidité des ouvrages et à la Sécurité Incendie (Chauffage, climatisation, gaz, fluides médicaux, désenfumage mécanique), sur des opérations de tous types et de toutes tailles dont, notamment :
- Hôpitaux et cliniques :
  - \* Thouars, La Rochelle, Parthenay, Marennes, Niort, Bressuire.
- Maisons de Retraite des départements des Deux-Sèvres et Charente-Maritime (Nombreuses références à disposition).
- Etablissements scolaires :
  - \* Lycée Vieljeux à La Rochelle
  - \* Lycée Le Cordouan à Royan
  - \* Lycée Haut val de Sèvre à St Maixent l'Ecole
  - \* Lycée Maurice Genevoix à Bressuire
  - \* Plusieurs collèges sur les Deux-Sèvres et Charente-Maritime.
- ♦ Club Méditerranée à LA PALMYRE (17).
- ♦ Mission fonctionnement sur installations techniques :
  - \* de piscines couvertes :
    - La Ganterie à Poitiers
    - Châtelleraut
    - Saujon
    - St Jean d'Angély
    - Chauray
    - Jonzac, Parthenay
  - \* de laboratoires (Laboratoire Départemental d'Analyses de Charente-Maritime).
- ♦ Contrôle gaz spéciaux :
  - \* Usine SAFT à Nersac
  - \* Laboratoire d'Analyses à La Rochelle
- ♦ Mise en conformité des installations de gaz des bâtiments suivants (liste non exhaustive) :
  - \* Lycée Branly à Châtelleraut
  - \* I.U.F.M. à Niort
  - \* Lycée Paul Guérin à Niort
  - \* Lycée Professionnel à Chef Boutonne.
- ♦ Diagnostic de performance énergétique
  - \* CCI Niort
  - \* Divers logements individuels ou collectifs
  - \* Divers cellules commerciales
  - \* Formation extérieure : sécurité des personnes contre l'Incendie dans les Etablissements recevant du public (articles CH et GZ)



# JULIEN JABEAU



AGENCE CONTRÔLE CONSTRUCTION NIORT  
TECHNICIEN D'AFFAIRES

## DOMAINES DE COMPETENCE

- **Electricité – Courants forts** (haute et basse tension - photovoltaïque) : vérification initiale / vérification périodique / contrôle technique / assistance technique

## FORMATION INITIALE

**2004** : BAC STI Génie Electrotechnique  
**2006** : DUT Génie Electrique et Informatique Industrielle option Electrotechnique  
**2007** : Licence d'ingénierie électrique

## FORMATION COMPLEMENTAIRE

**2009** : Vérifications périodiques code du travail en schéma TT et ERP de 5<sup>ème</sup> cat  
**2009** : Vérifications périodiques code du travail en schéma IT et TN, poste de livraison Haute Tension, et ERP 1<sup>er</sup> groupe  
**2010** : Vérifications initiales et mise en demeure  
**2010** : Les installations électriques dans les ERP  
**2012** : Les installations électriques de sécurité autre que l'éclairage  
**2012** : Vérifications périodiques des moyens de secours simples  
**2013** : Vérifications périodiques des moyens de secours complexes  
**2013** : Vérification des installations photovoltaïques  
**2014** : Electricité : réglementation IGH (Immeubles de Grande Hauteur)  
**2015** : Electricité : réseau de distribution Haute Tension (NF C13-200)

## ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE

**2009 – à ce jour** : technicien d'affaires (SOCOTEC Poitiers)

## REFERENCES PERSONNELLES

### INSTALLATIONS ELECTRIQUES

#### \* VERIFICATIONS PERIODIQUES

- Polyclinique de Poitiers (86)
- CHU, Poitiers (86)
- Agences La Poste
- INRA, Lusignan (86)
- CROUS, Poitiers (86)
- Université, Poitiers (86)
- DRJSCS (86)
- SDIS (86)
- Bâtiments communaux Lusignan (86)
- Bâtiments communaux Cissé (86)
- Hôtel le Bois de la Marche Ligugé (86)

#### \* VERIFICATIONS INITIALES

- EHPAD, Nouaillé Maupertuis (86)
- Institut de Larnay, Poitiers (86)
- EHPAD Ste Elisabeth, La Puye (86)
- EHPAD – Mignaloux Beauvoir (86)
- Université, Poitiers (86)
- CHU – Poitiers (86)
- Collège Arthur Rimbaud – Latillé (86)
- Collège Jean Rostand – Neuville de Poitou (86)
- Lycée Jean-Marie Bouloux – Montmorillon (86)
- Lycée ISAAC de l'Etoile, Poitiers (86)
- Super U – Neuville de Poitou (86)
- Magasin Grand Frais – Saint Benoit – (86)
- Magasins LIDL (86)
- Magasin BIOCOOP – Bressuire (79)
- H&M – Poitiers (86)
- Restaurant DEL ARTE – Chasseneuil (86)
- Restaurant PROFUZION – Chasseneuil (86)
- Bureaux IMA – NIORT (79)
- Aire d'autoroute – POITIERS-CHINCE (86)

#### \* CONSUEL (attestations de conformité)

- Installations photovoltaïques pour :
  - ⇒ ESBIM
  - ⇒ INEO
  - ⇒ ARMORGREEN
  - ⇒ GAROS ENERGIE
- Bâtiments tertiaire

#### \* CONTROLE TECHNIQUE

- Collège Arthur Rimbaud – Latillé (86)
- Collège Jean Rostand – Neuville de Poitou (86)
- Lycée JM Bouloux – Montmorillon (86)
- EREA Anne Frank – Mignaloux Beauvoir (86)
- EHPAD – Mignaloux Beauvoir (86)





- EHPAD Ste Elisabeth – La Puye (86)
- EHPAD Emilien Bouin – Chauray (79)
- EHPAD Résidence du Parc – Champdenier (79)
- EHPAD Molière – Thouars (79)
- Gymnase – Monts-sur-Guesnes (86)
- Gymnase – Biard (86)
- SCI Perrenot – Migné Auxances (86)
- Zodiac Aerospace – Chauray (79)
- Super U – Neuville de Poitou (86)
- E.Leclerc – Thouars (79)
- Magasin Grand Frais – Saint Benoit (86)
- Magasins LIDL (86)
- Magasin BIOCOOP – Bressuire (79)
- H&M – Poitiers (86)
- Restaurant Del Arte – Chasseneuil (86)
- Restaurant Profuzion – Chasseneuil (86)
- Restaurants MC Donald's (86)
- Centre Aquatique Abysses – Civaux (86)
- CROUS – Poitiers (86)
- C.A.R. – Montmorillon (86)
- Aire d'autoroute – Poitiers-Chinccé (86)
- Intermarché – Chauvigny (86)
- Intermarché – Lusignan (86)

# Frédéric PROUX



## AGENCE CONTRÔLE CONSTRUCTION NIORT COORDONNATEUR SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Conception – Réalisation – Niveau 1  
Diagnostics Amiante  
Diagnostics Démolition / Déchets

### DOMAINES DE COMPETENCE

- SPS Conception – Réalisation – Niveau 1
- Diagnostic Amiante
- Diagnostics démolition / déchets

### FORMATION INITIALE

- Dessinateur construction électrique
- ESAP (Ecole supérieure d'acheteurs) Dipl Niv II

### ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE

- Dessinateur construction électrique CEE
- Acheteur matériel électrique Spie Trindel
- Responsable service dépannage Spie trindel
- Création d'une entreprise de relamping
- Chargé d'affaires SGNE
- Chargé d'affaires Mainguy / ETDE
- Technicien étude prix Naudon Penot
- Technicien étude BE ACE (spécialiste énergie renouvelable)
- CSPS Elyfec SPS agence de bordeaux (zone activité 24, 33, 44, 47, 85, 79, 86)

### REFERENCES PERSONNELLES

#### CATEGORIE 1

- Réhabilitation des façades de l'hôtel de ville de la Rochelle (travaux sur 3 ans) (17)
- Sécurisation de l'hôtel de ville de la rochelle après incendie (17)
- Dépollution pyrotechnique ancien bâtiment de stockage munition ETAMT (79)
- Extension réseau TRAM bordeaux (sur 3 ans mission global 324K€) ligne bordeaux LAC 8, » KMS) compris dévoiement des réseaux, travaux préparatoires, construction ligne et voies.
- Construction d'un centre de maintenance tram (33)
- GC pour passage TRAM (passage dessus bras Garonne, et passage d'une autoroute 2X3voies + sorties : route en circulation) (33)
- Ouvrages d'art RN10 (mansle 17)

- Remplacement d'une toiture verre (1500m<sup>2</sup>) sur collège Jeay de beaufort PERIGUEUX y compris charpente (68Tonnes) lycée en fonctionnement. (24)

#### CATEGORIE 2 ET 3

- Ecluse sur Garonne (47)
- Réfection de chaussées maritimes (85)
- Réhabilitation bâtiments lycée PM France à la roche sur Yon (85)
- Réaménagement tribunal de grande instance Nantes (44)
- Divers Lycées sur 47 / 24 / 79
- Travaux sur site ITVF (imprimerie des postes) (24)
- Centre Leclerc Talence (33)
- Bâtiment centre de maintenance Niort (79)
- Bâtiment autistes les genets (79)
- Divers travaux de voirie (79/33)
- Remplacement de porte d'écluses port de pêche (17)
- Travaux sur ports maritimes (33)
- Réaménagement bureaux de poste (24 :33/47/79)
- Passe à poisson (24)
- Réfection des quais pour aménagement Bacalan à Bordeaux
- Base aérienne Rochefort
- Ecoles Parthenay
- Travaux routiers pour CG79
- Travaux gendarmerie périgieux.
- Réseaux fibre CG79 (env 400KMS)
- Usine Boinot à Niort
- Château OIRON (79)

#### ACTIVITES CONNEXES

##### DIAGNOSTICS

- Diagnostique amiante (DTA) pool immobilier (160 immeubles)
- Diagnostic amiante écoles, Hôtels, bureaux, administrations,...
- Campagne de diagnostics avant travaux SA HLM (249 logements)



- Divers diagnostics amiantes avant travaux et démolition (Bâtiments militaires, anciennes ehpad, ancien CH, ...)
- Diagnostique déchets démolition Leclerc centre culturel Niort.

**Audit de gestion des déchets de démolition**

- Site LIDL Neuville (86) ancienne usine de vinification
- Ancien bâtiments CPAM Niort (79)
- Espace Culturel LECLERC Niort (79)
- Site LIDL Bressuire 579°

# Mickaël MESNIER



AGENCE CONTRÔLE CONSTRUCTION NIORT  
COORDONNATEUR SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE  
Conception – Réalisation – Niveau 1

## DOMAINES DE COMPETENCE

- Coordonnateur SPS Niveau 1
- Phases Conception et Réalisation

## FORMATION INITIALE

- Bac Pro
- BTS Métreur Bâtiment

## FORMATION COMPLEMENTAIRE

- Habilitation électrique HO/BO

## ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE

- 2000 – Métreur en bâtiment
- 2001-2002 – Cabinet géomètres GRILLON – ST MAIXENT
- 2002-2005 – Cabinet géomètres GEO3D
- 2005-2008 – Coordonnateur SPS Cbt NORISKO
- Depuis 2008 – Coordonnateur SPS – SOCOTEC – NIORT

## REFERENCES PERSONNELLES

### BATIMENTS TERTIAIRES

- MAAF – Le Narval, Le Marsouin, le Zéphir, Prévert – CHAURAY
- Hôtel du Département – NIORT
- SMACL Immeuble Noron – NIORT
- CPAM Siège Social – BESSINES
- MACIF Siège – NIORT

### BATIMENTS CULTURELS

- Bocapôle – BRESSUIRE
- Musée d'Agesci – NIORT
- Salle l'Acclameur – NIORT
- Salle socio culturelle – PRAHECQ

### BATIMENTS SPORTIFS

- Complexes sportifs – CELLES SUR BELLE – LA MOTHE SAINT HERAY – PRAHECQ
- Complexe aquatique – CHAURAY
- Pôle sports – NIORT

- Piscine Pré Leroy – NIORT

### BATIMENTS SCOLAIRES

- Ecoles – Ville de NIORT
- Lycée Jean-Macé – NIORT
- Collèges (CG 79) – DEUX-SEVRES

### BATIMENTS INDUSTRIELS

- Usine Deya – LA CRECHE
- Entrepôt Système U – PRAHECQ
- Usine SFP – CHATILLON SUR THOUET
- Usine ATILAC – LA CRECHE
- Usine ZODIAC – NIORT

### BATIMENTS COMMERCIAUX

- Centres Leclerc – NIORT – THOUARS – PARTHENAY – BRESSUIRE
- Bâtiments zone commerciale La Mude – BESSINES
- Bâtiments commerciaux Pont d'Ouit – BRESSUIRE
- Galeries Lafayette – NIORT

### BATIMENTS DE SANTE

- Hôpital – PARTHENAY – NIORT
- Chaufferie centrale Centre Hospitalier – NIORT
- Maison de convalescence Logis des Francs – CERVEUX
- Maisons de retraite, EHPAD – MENIGOUTE – FAYE L'ABESSE – CHICHE – CELLES S/BELLE – CERVEUX – SECONDIGNY – BRIOUX S/BOUTONNE – CHAMPDENIERS – MONCOUTANT – CHAURAY – LA MOTHE ST HERAY
- EHPAD Sacré Cœur – NIORT
- EHPAD Domusvi – CHATILLON SUR THOUET
- EHPAD Orpea – NIORT / BECELEUF

### RESTAURANTS DE COLLECTIVITES, CANTINES

- Restaurant MAAF – NIORT
- Restaurant CPAM – NIORT
- Restaurant Sogerest – NIORT
- Restaurants Mc Donald's – THOUARS / BRESSUIRE / NIORT / SAINT MAIXENT L'ECOLE



#### ENERGIES RENOUVELABLES

- Usine de Méthanisation TIPER – **THOUARS**
- Usine de Méthanisation CAPTER – **STE HERMINE**
- Parc Eolien de **PLIBOU**
- Parc Eolien de **CHATEAU GARNIER**
- Parc Eolien de **CHAMPDENIERS**
- Parc Eolien de **NUEIL LES AUBIERS**
- Parc Eolien de **MAUZE THOUARSAIS**

#### BATIMENTS COMPLEXES HÔTELIERS

- Construction Hôtel Mercure – **NIORT**
- Réhabilitation Hôtel de la Brèche – **NIORT**
- Construction Hôtel Ibis – **NIORT**

#### MARCHE A BONS DE COMMANDE

CONSEIL DEPARTEMENTAL 79  
Bâtiments et Infrastructures 2009-2012 et 2013-2016 et  
2017-2020

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU NIORTAIS  
Bâtiments et Infrastructures 2014-2017

## Attestation d'actualisation de la formation spécifique de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (R. 4532-31 du code du travail)

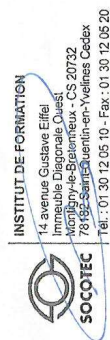
*Monsieur Frédéric PROUX*

disposant d'une attestation de compétence de coordonnateur SPS pour le niveau 1 pour les phases Conception et Réalisation délivrée le 19 mars 2011 par CMPPrévention, au Perray en Yvelines.  
a actualisé sa formation spécifique de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé. La formation d'actualisation, d'une durée de 35 heures, s'est déroulée du 7 au 11 juillet 2014.

Cette attestation d'actualisation est délivrée par M. Luc Besnard, Directeur, délégué du représentant légal de l'Institut de formation Socotec

Fait à Roissy Charles de Gaulle, le 11 juillet 2014

Signature et cachet de l'Institut de formation



SOCOTEC France - Institut de formation SOCOTEC - Déclaration d'activité N° 11 78 00884 78  
14 avenue Gustave Eiffel - Montigny-Le-Bretonneux - CS 20732 - 77162 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex  
Tél. 01 30 12 05 10 - Fax : 01 30 12 05 20 - email : formation.cps@socotec.com  
Certifié le 16 décembre 2013 par GLOBAL SAS - 14 rue du Séminaire - 94516 Rungis Cedex  
Tél. 01 49 78 23 24 - Fax : 01 49 79 00 91 - email : global@global-conseil.fr

Institut de formation



**Attestation d'actualisation de la formation spécifique de coordonnateur  
en matière de sécurité et de protection de la santé  
(R. 4532-31 du code du travail)**

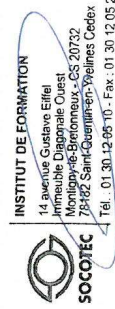
**Monsieur Mickaël MESNIER**

disposant d'une attestation de compétence de coordonnateur SPS pour le niveau 1 pour les phases Conception et Réalisation délivrée le 16 mars 2005 par le centre de formation professionnelle « Les Abeilles », à Fontenay le Comte.  
a actualisé sa formation spécifique de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé. La formation d'actualisation, d'une durée de 35 heures, s'est déroulée du 15 au 19 septembre 2014.

Cette attestation d'actualisation est délivrée par M. Luc Besnard, Directeur, délégué du représentant légal de l'Institut de formation Socotec

Fait à Roissy Charles de Gaulle, le 19 septembre 2014

Signature et cachet de l'Institut de formation



**SOCOTEC France** - Institut de formation **SOCOTEC** - Déclaration d'activité N° 11 78 00884 78  
14 avenue Gustave Eiffel - Immeuble Diagonale Ouest  
Roissy-CDG, 95700 Roissy-Beaumont - CS 20732 - 78182 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex  
Tél. 01 30 12 05 10 - Fax : 01 30 12 05 20 - e-mail : formation.csp@socotec.com  
Certifié le 16 décembre 2013 par GLOBAL SAS - 14, rue du Sémaphore - 94516 Rungis Cedex  
Tél. 01 49 78 23 24 - Fax : 01 49 75 00 91 - e-mail : global@global-conseil.fr

**Institut de formation**



## Références



## RÉFÉRENCES - PRÉVENTION ET SPS



### LOGEMENTS INDIVIDUELS GROUPÉS

#### LOTISSEMENT DE 12 LOGEMENTS, Niort (79)

CLIENT : SARL VILLAREAL

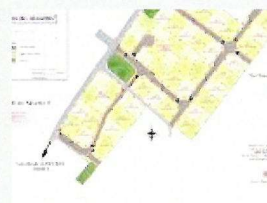
Montant des travaux : 1 000 000 €

Durée : 12 mois

Fin des travaux : 2017

Projet : Construction d'un lotissement de 12 logements - Le Chant des Alouettes - NIORT.

Missions : CSPS Niveau 2



### MAISONS INDIVIDUELLES

#### Construction de 4 logements, Echire (79)

CLIENT : MAISONS DU MARAIS

Montant des travaux : 0 €

Durée : 8 mois

Fin des travaux : 2018

Projet : Construction de 4 logements à ECHIRE

Missions : CSPS Niveau 2



## RÉFÉRENCES - CONTRÔLE TECHNIQUE



### LOGEMENTS COLLECTIFS

#### LES FRAIGNES 2, Chauray (79)

CLIENT : 3F IMMOBILIERE ATLANTIC AMENAGEMENT

Montant des travaux : 3 129 000 €

Durée : 24 mois

Fin des travaux : 2018

Projet : Construction de 31 logements - Les Fraignes 2 - CHAURAY

Missions : LP, PS, SH, PHhab, TH, HAND, Attest. fin trav. constat  
accessibilité handicapés, Attestation RT / DPE neuf, Attestation  
réglementation acoustique



#### RESIDENCE SERVICES « LES PRINTANIERES », Niort (79)

CLIENT : GROUPE LES PRINTANIERES

Montant des travaux : 2 000 000 €

Durée : 12 mois

Fin des travaux : 2014

Projet : Construction d'une résidence Services pour les Séniors de 50  
logements

Missions : LP, PS, SH, SEI, PHhab, TH, HAND



### LOGEMENTS EN RÉSIDENCE

#### ANCIEN BATIMENT CPAM, Niort (79)

CLIENT : VINCI IMMOBILIER - BOULOGNE BILLANCOURT

Montant des travaux : 5 300 000 €

Durée : 20 mois

Fin des travaux : 2019

Projet : Restructuration de l'ancien bâtiment de la CPAM en résidence  
séniors

Missions : LP, LE, PS, SEI, F, PV, PH, TH, HAND, Attest. fin trav.  
constat accessibilité handicapés, Attestation RT / DPE neuf



### LOGEMENTS INDIVIDUELS GROUPÉS

#### 18 LOGEMENTS, Echire (79)

CLIENT : HABITAT SUD DEUX-SEVRES

Montant des travaux : 1 525 000 €

Durée : 16 mois

Fin des travaux : 2018

Projet : Construction de 18 logements - Lotissement La Couture -  
Habitat Sud Deux-Sèvres à ECHIRE.

Missions : L, LP, PS, SH, PHhab, TH, HAND, Attest. fin trav. constat  
accessibilité handicapés



**9 LOGEMENTS INDIVIDUELS, Bressuire (79)**

CLIENT : HABITAT NORD DEUX-SEVRES

Montant des travaux : 800 000 €

Durée : 14 mois

Fin des travaux : 2017

Projet : Construction de 9 logements individuels à BRESSUIRE.

Missions : LP, PS, SH, PHhab, TH, HAND, Attest. fin trav. constat accessibilité handicapés, Attestation réglementation acoustique, AMO technique divers

**Construction de 7 logements, Chauray (79)**

CLIENT : 3F IMMOBILIERE ATLANTIC AMENAGEMENT

Montant des travaux : 600 000 €

Durée : 7 mois

Fin des travaux : 2019

Projet : Construction de 7 logements rue Armand Guillaumin à CHAURAY.

Missions : L, LP, SH, PHhab, TH, HAND, Attestation RT / DPE neuf, Attestation réglementation acoustique

**HABITAT REGROUPE ET SALLE COLLECTIVE, Saint Paul en Gâtine (79)**

CLIENT : COMMUNE DE SAINT PAUL EN GATINE

Montant des travaux : 1 000 000 €

Durée : 11 mois

Fin des travaux : 2018

Projet : Construction de 8 logements d'un habitat regroupé et une salle collective à SAINT PAUL EN GATINE.

Missions : L, LP, PS, SH, SEI, F, PV, PHhab, TH, HAND, Attest. fin trav. constat accessibilité handicapés, Attestation RT / DPE neuf, Attestation réglementation acoustique

**PAVILLONS, Niort (79)**

CLIENT : MRS FLANDROIS &amp; DEMAEGDT

Montant des travaux : 1 500 000 €

Durée : 18 mois

Fin des travaux : 2016

Projet : Construction de 16 pavillons à proximité de la résidence seniors Les Printanières à NIORT.

Missions : LP, PS, SH, TH, HAND, Attest. fin trav. constat accessibilité handicapés, Attestation RT / DPE neuf

